voir à propos des commentaires relatifs au retrait qui figurent à la page 5 du rapport du Comité I/2 (document 1154).

La Conférence a également examiné et approuvé à l'unanimité le rapport de la Commission de Vérification des Pouvoirs et la recommandation du Secrétariat concernant les documents de la Conférence qui ne font plus partie de la catégorie confidentielle.

M. Guillermo Belt, Rapporteur du Comité de Direction, a présenté un rapport sur les travaux de ce Comité et soumis à l'approbation de la Conférence le document intitulé: "Arrangements provisoires adoptés par les Gouvernements représentés à la Conférence des Nations Unies sur l'Organisation Internationale."

M. Belt a spécialement évoqué les chaleureuses félicitations que le Comité de Direction, à sa dernière séance le 22 juin 1945, a adressées aux Présidents de la Conférence, au Secrétaire Général, à M. Herbert Vere Evatt (Australie) ainsi que l'hommage qui a été rendu à feu le Président Franklin Delano Roosevelt. Il a ensuite donné lecture d'une résolution signée par les chefs des délégations, qui ont tenu à féliciter le Président du Comité de Direction, M. Edward R. Stettinius, Jr., d'avoir si heureusement mené à bien les travaux du Comité et ceux de la Conférence.

Ce fut alors la cérémonie historique et solennelle qui met fin aux travaux de la session: le vote unanime, à mains levées, de la Charte des Nations Unies, y compris le Statut de la Cour Internationale de Justice, et le rapport sur les arrangements provisoires.

Le Secrétaire Général a annoncé que la signature de la Charte commencerait le lendemain matin 26 juin à 9 heures. Le Président a dit que la dernière séance plénière de la Conférence aurait lieu ce même jour à 15 h. 30.

La séance a été levée à 11 heures.

CINQUIEME SEANCE DE LA COMMISSION I

La Commission I, au cours de sa cinquième et dernière séance à l'Auditorium de l'Opera House, 22 juin 1945, à 17 h., a lu et approuvé le rapport du Rapporteur, M. Delgado (Commonwealth des Philippines) sur les travaux de la Commission.

M. Delgado exprime la reconnaissance de la Délégation des Philippines pour l'honneur que lui a fait la Commission en choisissant comme Rapporteur un de ses membres. Il rend également un chaleureux hommage à l'esprit d'amicale coopération qui a animé la Conférence et à la généreuse hospitalité des citoyens de San Francisco et du gouvernement des Etats-Unis.

Au nom de la commission, le Délégué australien, M. Evatt, remercie le président et le Rapporteur de la Commission pour la précieuse collaboration qu'ils ont apportée aux travaux de la Commission et de la Conférence. La signification profonde de la Conférence, dit M. Evatt, est un hommage rendu à la mémoire éternelle de ceux qui sont morts dans cette guerre et dans la guerre précédente. La Charte constitue un énorme progrès; elle permet d'espérer que la guerre et la pauvreté vont être définitivement bannis de ce monde, à condition que tous les hommes de bonne volonté travaillent à consolider le résultat de la victoire remportée par tant de peuples, par la création de la nouvelle Organisation. M. Evatt dit la dette dont le monde est redevable à ceux qui furent les pionniers de l'entente internationale: Woodrow Wilson et Franklin Delano Roosevelt.

L'Opera House va bientôt revenir au rôle pour lequel il a été conçu: on y entendra de nouveau les accords harmonieux de la musique plutôt que des discussions en langues diverses. Mais le jour viendra où les nations trouveront des solutions nouvelles à leurs problèmes; elles vont renforcer l'esprit de confiance et de collaboration entre les peuples; c'est la "grande expérience" qu'elles vont maintenant tenter.

La séance est levée à 18 h. 15.

LISTE DES DELEGUES ET DES FONCTIONNAIRES DE LA CONFERENCE

Les modifications ci-après à l'édition définitive, parue récemment, de la petite brochure **Delegates and Officials of the United Nations Conference on International Organization**, ont été signalées au Bureau de rédaction de la Conférence (Conference Editor) depuis cette publication. Prière d'apporter les rectifications nécessaires aux exemplaires de cette brochure.

Costa Rica—p. 29, 4e l'gne, lire comme suit les titres de M. J. Rafael Oreamuno: "Former Minister of Costa Rica in Washington, Director of the Inter American Development Commission, Washington".

BUREAU DES TRANSPORTS DE LOS ANGELES

Depuis le 23 juin, le Bureau des transports de Los Angeles se trouve chambre 1344, Biltmore Hotel, téléphone: TUcker 4403. Le directeur du Bureau est M. J. Val Muller.

DECLARATIONS PAR LES DELEGATIONS A L'OCCASION DE LA CLOTURE DE LA CONFERENCE [1]

DECLARATION DE M. FRANCIS MICHAEL FORDE, CHEF DE LA DELEGATION AUSTRALIENNE

Nous sommes venus à cette Conférence à la veille de la victoire en Europe; au moment où nous partons, la victoire en Europe est acquise. Nous avons travaillé ensemble avec confiance tandis que de nouvelles offensives et de nouveaux sacrifices dans le Pacifique annonçaient la défaite certaine du Japon. Nous avons donc, pendant toutes ces semaines, et comme il se devait, eu constamment à l'esprit l'importance de notre travail ainsi que la lourde responsabilité que nous avions de donner forme et réalité à une paix dont la durée dépendra de la manière dont nous aurons façonné la Charte.

Pour commencer, nous avons eu, comme base de travaux, les propositions de Dumbarton Oaks. Je suis convaincu qu'elles ont été grandement améliorées au cours de la Conférence et que, là où le besoin s'en fera sentir, la Charte sera encore améliorée à mesure que les années s'écouleront.

Dans le discours que j'ai prononcé à la séance d'ouverture de la Conférence, j'ai dit que le succès de celle-ci se mesurerait à la façon dont nous réussirions à satisfaire deux critères: le premier, que l'Organisation édifiée par nous apporte une garantie suffisante contre le risque de guerre, et le second, qu'elle offre une perspective d'action internationale capable de réaliser la justice sociale et le progrès économique.

A San Francisco, nous avons tous accepté le principe qu'il devrait y avoir un Conseil de Sécurité des Nations Unies, investi de pouvoirs exécutifs étendus et autorisé à agir immédiatement au nom des membres de l'Organisation en vue de faire face à toute menace d'agression.

Nous avons tous accepté le principe que, pour l'application de mesures coercitives, les grandes Puissances doivent agir de concert et que, de ce fait, elles doivent, dans la mesure qui convient, se voir octroyer des responsabilités et des droits spéciaux.

Nous avons tous accepté le principe que chaque état membre avait l'obligation de contribuer aux mesures coercitives pourvu, naturellement, que cette contribution soit limitée aux termes des accords acceptés par chaque pays selon ses règles constitutionnelles et que, dans chaque cas particulier, le membre soit consulté conformément aux dispositions de la Charte.

Les nouvelles dispositions de la Charte tiennent compte des réalités actuelles. Parmi les faits brutaux du XXe siècle, nous trouvons les progrès de la technique, qui ont donné aux nations une nouvelle capacité de déchaîner la guerre contre leurs voisins d'une manière soudaine, impitoyable, et irrésistible; le rétrécissement des distances; et la destruction par les progès scientifiques des anciennes immunités géographiques de notre monde. En rédigeant la Charte, nous avons dû tenir compte de ces faits et trouver des moyens de mobiliser assez de puissance du côté du droit pour écraser toute puissance susceptible de servir des causes hostiles aux aspirations des hommes et des femmes attachés à la paix. Sur ces grands principes, nous sommes tombés d'accord.

En rédigeant la Charte, nous avons reconnu qu'elle devait être souple—que nous devions pouvoir modifier ultérieurement tout ce qui s'avèrerait impraticable ou défectueux en de nouvelles circonstances, ou d'adapter tels ou tels éléments de l'Organisation au monde plus heureux qui, nous l'espérons, naîtra d'une paix durable. Telle est la signification, malgré le maintien du veto à l'égard des amendements constitutionnels, des modifications que nous avons pu introduire dans les dispositions visant les amendements.

En ce qui concerne le deuxième critère d'après lequel j'ai dit que la Charte serait jugée, il s'agit de savoir si elle offre la perspective d'une action internationale efficace, capable de réaliser la justice sociale et le progrès économique qui sont les bases indispensables d'une paix durable et féconde.

A cet égard, nous avons accompli, à San Francisco, un travail très important et très significatif.

Qu'il s'agisse de l'énumération, dans la Charte, des buts et des principes de l'Organisation; de l'étendue du champ d'activité de l'Assemblée; de l'addition des importants Chapitres concernant la Tutelle; et, avant tout, des buts, de l'engagement, des fonctions et des pouvoirs du Conseil Economique et Social—maintenant l'un des principaux organes des Nations Unies — je suis convaincu qu'à San Francisco nous avons apporté à la Charte une amélioration remarquable en posant les bases et en assurant le fonctionnement de l'Organisme qui deviendra sans aucun doute, avec le temps, la partie la plus importante des activités de l'Organisation.

La délégation australienne a participé avec ardeur à toutes les étapes des travaux de la Conférence

---

1 Les déclarations ci-contre ont été remises par les délégations pour être publiées dans le Journal, conformément au document 1042, du 17 juin.

et elle est spécialement fière et heureuse d'avoir pris une part active et, à mon avis, utile et couronnée de succès, au renforcement du côté créateur et positif de l'Organisation. Elle a appuyé sans réserve les projets d'amendement des autres délégations qui semblaient être orientées vers ce but, et nous sommes reconnaissants envers ceux qui ont donné leur appui généreux et infatigable aux nombreuses et importantes propositions que nous avons soumises et qui ont été adoptées par la Conférence. Nous comptons en toute confiance sur une semblable coopération amicale quand le moment sera venu d'élaborer des plans d'action concrets au moyen de cette nouvelle Organisation des Nations Unies.

Reste maintenant à obtenir la ratification de cette Charte par les parlements des Nations Unies.

En cherchant à obtenir cette ratification, il est inutile de masquer les difficultés qui de temps à autre nous ont assaillis à San Francisco. Une telle Charte est nécessairement fondée sur les compromis et sur la compensation d'une considération par une autre.

Sous certains de ses aspects importants, la délégation australienne aurait préféré voir apporter plus de modifications aux propositions primitives que d'autres délégations n'ont cru pouvoir en accepter, et peut-être l'histoire nous donnera-t-elle raison. Mais nous signons la présente Charte, convaincus qu'elle représente le meilleur accord auquel cinquante nations de bonne volonté peuvent arriver à l'heure actuelle. C'est pour cette raison que la délégation australienne luttera pour la faire ratifier aussi vaillamment qu'elle a lutté pour la faire améliorer.

La Conférence a pu paraître traîner, mais le temps n'est jamais trop long que l'on passe à assurer à la paix une charpente durable et pratique. Le travail a été ardu et pénible, mais il doit en être de même de nos efforts quotidiens pour maintenir et renforcer la paix dans les années à venir.

DECLARATION DE M. VICTOR ANDRADE, PRESIDENT DE LA DELEGATION BOLIVIENNE

En ma double qualité de Président du Comité de la Commission II qui avait pour mission d'étudier le Chapitre de la Charte relatif aux pouvoirs de l'Assemblée en matière de politique et de sécurité, et de délégué de la République de Bolivie, je crois de mon devoir de présenter quelques remarques sur l'esprit qui a animé nos discussions, sur les résultats qui ont été obtenus et, enfin, sur la haute importance et la profonde signification que présentent, à mon avis, certains principes que nous sommes convenus de soumettre à l'examen de la Conférence plénière.

La force de la future Organisation mondiale réside dans un équilibre parfait entre les fonctions de l'Assemblée et celles du Conseil de Sécurité. Aucun de ces deux organismes ne devrait essayer de dominer l'autre ni de pénétrer dans la sphère propre des activités de celui-ci ou des responsabilités qui lui incombent relativement au maintien de la future paix du monde, qui demeure l'essence et le but de nos travaux. A un moment donné, une idée semblait avoir cours, à savoir que si les pouvoirs de l'un de ces deux organismes se trouvaient accrus, les pouvoirs du second devraient nécessairement être diminués, et la rivalité engendrée par cette friction aurait risqué de jeter une semence de mésentente et de désespoir.

Cependant, si nous envisageons dans leur ensemble les résultats de nos travaux, deux aspects fondamentaux s'offrent à nos yeux: L'Assemblée, en tant qu'organisme suprême représentant le monde, doit établir les principes sur lesquels doivent reposer la paix du monde et l'idéal de la solidarité; d'autre part, le Conseil de Sécurité doit agir en accord avec ces principes, et avec la rapidité nécessaire pour briser toute tentative de rompre la paix et la sécurité internationales. En d'autres termes, la première est un organisme créateur, le second un organisme d'action.

Il ne servirait de rien d'avoir traduit en paroles l'idée d'une institution destinée à garantir la paix du monde si les hommes et les nations ne mettaient pas leurs sentiments les plus nobles au service de cette Organisation et ne renonçaint pas à toute tentative de trouver, dans ces faiblesses, une brèche par laquelle pourraient se frayer un chemin l'ambition, la cupidité, et cette manie de pouvoir qui, à travers toute l'histoire, a périodiquement essayé d'arriver à la conquête du monde. Bien plutôt doivent-ils rechercher dans la Charte le moyen de bannir les afflictions d'un monde terrorisé par la guerre et s'en inspirer pour travailler avec fermeté à assurer aux générations à venir une vie libérée de la peur.

Ainsi, l'Assemblée Générale sera la forteresse où les aspirations humaines seront défendues. Elle n'aura pas d'armée à sa disposition, elle n'aura ni canons ni prisons; à la place, elle aura quelque chose d'incorporel mais qui, au cours de l'histoire des hommes, s'est révélé plus fort et plus invincible que la force brutale: la puissance de la pensée.

La Délégation de la Bolivie attache une importance spéciale à la seconde partie du paragraphe 6, section B, Chapitre V. Elle croit que c'est là l'application la plus honnête et la plus courageuse des pouvoirs qui ont été attribués à l'Assemblée pour regarder en face l'avenir du monde. En vérité, les mots "l'étude de toute situation, quelle que soit son origine, susceptible de mettre en danger la paix

du monde," couvrent en une seule phrase tout le développement potentiel du droit et du bonheur des peuples. Les pays faibles éprouvent également, et même de façon plus aiguë que les pays forts, la signification négative de l'insécurité et des situations injustes qui, tôt ou tard, exigent une solution. Ils ne peuvent et ne pourront jamais comprendre les limitations de la politique internationale; ils ont foi en la justice. Ainsi, le principe qui a été discuté à fond et approuvé ici ouvre de larges possibilités pour un avenir fécond et, conjointement avec d'autres principes, il imprégnera d'un esprit de solidarité la future conscience internationale qui se forge en ce moment, cette grande force que les conducteurs du monde n'ont pas encore réussi à mobiliser d'une façon efficace et collective.

Comme représentant d'un pays qui croit en la justice et en la noblesse de l'homme, quand il ne se limite pas à des intérêts mesquins, nous souscrivons aux paroles prononcées par le sénateur Vandenberg quand il interpréta avec largeur d'esprit l'idée contenue dans cet amendement. En substance, il s'exprima ainsi: "Les mots 'l'ajustement pacifique de toute situation, quelle qu'en soit l'origine', ne doivent pas être interprétés comme signifiant que la revision des traités sera un sujet interdit à l'Assemblée. Si des traités viennent à engendrer des situations que l'Assemblée juge de nature à compromettre le bien général et les relations amicales entre les nations, elle peut faire des recommandations relativement à de telles situations."

La Bolivie a toujours respecté les traités et les engagements qu'elle a souscrits. Si nous sommes en faveur de leur revision, c'est parce que certains pays n'ont pas eu d'autre alternative que de les accepter, et parce que leur mise à exécution mettrait la paix en danger. Nous croyons que, en rédigeant la Charte, nous devrions laisser la possibilité de consacrer un examen à tout cas d'injustice, qu'il dérive d'un traité ou non. Nous répétons que la revision des traités n'implique en aucune manière leur inobservation de la part de l'une quelconque des parties à ces traités, mais simplement une rectification des stipulations intolérables qu'ils contiennent; nous maintenons également que, pour remédier à de telles situations, un arrangement amical direct entre les parties ne devrait en aucun cas être exclus car il est préférable à toutes autres méthodes. L'Organisation mondiale ne devrait intervenir que dans les cas où les efforts pour arriver à une entente amicale et équitable auraient échoué et auraient mis en danger les relations pacifiques entre les Etats.

Pour que l'homme puisse vivre libéré de la peur, il faut qu'il ait la certitude absolue de la sécurité, d'une sécurité fondée non seulement sur la force, mais encore sur la raison et la justice et sur la conviction que la paix ainsi assurée sera une source de progrès et de bonheur pour les générations futures; une paix qui ne serait fondée que sur la force ressemblerait d'une manière dramatique à la paix que l'on a dans les prisons; au contraire, une paix qui respecte la liberté et qui vivifie les peuples, en coordonant leurs activités et en aidant à la réalisation de leurs espoirs et de leurs désirs, voilà la paix qu'espèrent les peuples libres du monde et pour laquelle des millions d'hommes et de femmes sont morts.

C'est dans ce confiant espoir que je rentrerai dans mon pays afin de faire disparaître l'anxiété dans laquelle mes compatriotes vivent en ce moment. Quand les forces du nazisme semblaient sur le point de submerger le monde, la République de Bolivie, pour petite qu'elle soit, n'hésita pas à unir son destin à celui des grandes Puissances qui défendaient la liberté, en déclarant la guerre aux nations de l'Axe et en mettant toutes ses ressources stratégiques au service de la cause sacrée. En agissant ainsi, notre peuple n'était pas conduit par de froids calculs, mais plutôt par la conviction profonde qu'il enrôlait ses forces dans une guerre contre la tyrannie et pour la justice. Maintenant, c'est dans la même foi que nous prenons place dans la lutte pour gagner la paix, certains qu'il ne sera pas possible de s'écarter de l'idéal de justice qui a inspiré le monde au cours de la plus grande lutte de tous les temps. Ainsi, notre peuple, enfermé dans les montagnes des Andes, regarde vers l'avenir avec foi dans l'Organisation mondiale qui, un jour, étudiera les problèmes résultant de la situation qu'occupe la Bolivie au milieu d'un continent et reconnaîtra le droit, pour ce peuple enfermé au milieu des terres, d'être relié au reste du monde en possédant en propre un libre accès à la mer.

Nous avons mis nos meilleures idées et nos plus grandes énergies au service des aspirations mondiales, en essayant de créer, dans l'Assemblée des Nations, un forum qui sera l'expression la plus objective du progrès et de la civilisation humaines.

Je n'hésite pas à dire que la tâche qui nous était assignée était des plus importantes et des plus délicates, car pour l'accomplir nous devions harmoniser la pénible expérience du passé immédiat avec le noble dessein de créer un monde sans haine et sans rancœur. Il appartient à l'avenir de perfectionner ce système et il appartient à l'Histoire de juger si nous avons bien interprété le présent.

DECLARATION DE M. HUGUES LE GALLAIS, PRESIDENT DE LA DELEGATION LUXEMBOURGEOISE

La Délégation Luxembourgeoise désire déclarer qu'en tenant compte de la situation politique actuelle dans le monde, elle est entièrement satisfaite de la Charte des Nations Unies dans sa forme pré-

sente. Les raisons en sont aussi simples qu'évidentes. Les petites nations désirent la paix, les petites nations veulent que les grandes nations se réunissent et discutent ensemble leurs problèmes afin de trouver un terrain d'entente; les petites nations désirent pouvoir apporter leurs propres problèmes devant le Forum du Monde ou devant un conseil restreint qui a le pouvoir d'agir selon les exigences de chaque cas. La Charte est à même d'assurer qu'il en soit ainsi.

La Délégation Luxembourgeoise est d'avis que la Charte des Nations Unies constitue une amélioration considérable vis-à-vis du Pacte de la Société des Nations; en effet, la nouvelle Charte prend en considération les réalités pratiques du monde d'aujourd'hui d'une façon plus compréhensive que ne le faisait le Pacte de la Société des Nations il y a 25 ans.

Tout en admettant que d'un point de vue théorique on aurait pu rédiger un document meilleur, la Délégation Luxembourgeoise donnera tout son appui à la Charte des Nations Unies et fera tout ce qui est en son pouvoir pour en obtenir la ratification par la Chambre des Députés à Luxembourg. Les délégués luxembourgeois sont parfaitement convaincus que cette ratification aura lieu, sachant que leurs compatriotes sont épris de paix, qu'ils ont beaucoup souffert au cours de cette guerre et qu'ils sont prêts à faire face aux réalités de la vie.

La Délégation Luxembourgeoise est d'avis que le chapitre de la Charte concernant le Conseil Economique et Social trouvera dans son pays un appui général et que ses dispositions en seront pleinement appréciées par un peuple qui pendant trente ans s'est rangé parmi les pionniers du progrès social.

En conclusion, les délégués luxembourgeois désirent exprimer leur espoir sincère que l'esprit de coopération tel qu'il s'est manifesté au cours de la Conférence de San Francisco prévaudra parmi les représentants des Nations Unies quand ils se réuniront à nouveau. Nous avons maintenant l'instrument pour maintenir la paix, mais son utilisation dépendra de la bonne volonté des hommes.

DECLARATION DE M. ALEXANDER LOUDON, PRESIDENT EN EXERCICE DE LA DELEGATION NEERLANDAISE

C'est inspirée d'un sentiment d'optimisme réfléchi et de profonde humilité que la délégation néerlandaise a abordé les travaux de la Conférence. Sans optimisme, sans espoir, sans confiance, aucune tâche humaine ne peut être menée à bonne fin. L'humilité est aussi une condition préalable quand cinquante pays, profondément différents les uns des autres non seulement par la puissance, mais aussi par leurs systèmes constitutionnels, sociaux et économiques, essaient de rédiger des règles communes en vue de guider leurs relations internationales dans l'avenir. Dans une entreprise d'une telle ampleur, il y a toujours des raisons plus nombreuses, mais non de meilleures raisons, de désaccord que d'accord. Car nous savons tous où mènent inévitablement les conséquences du désaccord: elles mènent à des conflits futurs beaucoup plus graves.

Dans un monde où tous les pays sont devenus voisins, tous les pays, grands et petits, doivent vivre en bons voisins si l'on veut maintenir la paix et la sécurité.

Ici à San Francisco, nous avons jeté les bases et préparé les moyens grâce auxquels nous espérons maintenir dans les années à venir des relations pacifiques entre les nations. Ces moyens se montreront-ils sûrs et efficaces? Nous ne saurions, pour le moment, donner une réponse formelle à cette question. Mais je suis persuadé que nous pouvons dire ceci: dans l'ensemble, nous n'avons pas à avoir honte du travail qui a été accompli.

Il est incontestable que beaucoup d'entre nous auraient préféré une Charte quelque peu différente, contenant, par exemple, des dispositions plus libérales en ce qui concerne la procédure de vote au Conseil de Sécurité. Mais je ne tiens pas à insister en ce moment sur ce que nous estimons être des imperfections de l'instrument, qui seront, nous en avons le sincère espoir, rectifiées en temps utile. Ce qui est beaucoup plus important que les moyens de maintenir la paix et la sécurité, c'est la détermination des Nations Unies d'employer ces moyens pour le bien du monde. Seule cette détermination peut étayer la Charte: sans cette détermination, la plus parfaite des organisations ne serait d'aucune valeur.

Nous sommes convaincus que, comme conséquence de nos efforts, les Nations Unies sont plus décidées aujourd'hui que jamais à maintenir la sécurité, à arrêter l'agression, à établir un meilleur monde où règnera la justice pour tous les hommes et pour toutes les nations.

Consacrons-nous à la tâche qui nous attend, en nous inspirant de l'esprit exprimé dans le discours de Gettysburg: "C'est bien plutôt à nous, les vivants, de reprendre où ils l'ont laissée la noble tâche de ceux qui ont combattu en ces lieux."

DECLARATION DE M. WILHELM MUN THE MORGENSTIERNE, PRESIDENT DE LA DELEGATION NORVEGIENNE

En signant ce matin, au nom du Gouvernement et du peuple norvégiens, la Charte de San Francisco, la délégation norvégienne a rempli un devoir solennel dont l'accomplissement lui a causé une joie profonde.

Nous avons pleinement conscience, dans nos

cœurs, du privilège dont nous avons été les bénéficiaires, du fait que nous avons pris part à l'élaboration d'un document qui marque un progrès important et décisif dans l'histoire de l'humanité. Nous sentons avec force que ce document exprime les espoirs les plus profonds et les aspirations de millions et de millions d'hommes et de femmes tourmentés et cruellement atteints dans le monde entier.

Nous savons que nul ne pourrait se réjouir et ne se réjouira plus que le peuple norvégien du résultat obtenu à San Francisco. Durant cinq longues années, ce peuple a appris les leçons amères de la guerre et de la domination brutale des Nazis. Il se tournera vers la Charte avec ferveur, il fera appel à cet esprit qui est celui de la Charte, pour protéger la cause de la paix et celle de tous les hommes et de toutes les femmes épris de justice contre le retour d'une épreuve dont le souvenir ne s'effacera jamais.

Nous savons que cette Charte représente les tendances et les aspirations diverses de 50 nations éprises de justice et de liberté dont les représentants se sont réunis à San Francisco pendant ces neuf dernières semaines. Nous savons aussi que chacun a contribué à l'effort commun et que tous y ont apporté généreusement ce qu'il y avait de meilleur dans leurs esprits et dans leurs cœurs. Cette Charte, si elle n'est pas parfaite, est du moins, nous en sommes fermement persuadés, la meilleure que nous puissions établir ensemble à l'heure actuelle.

Notre tâche a demandé beaucoup d'efforts et plus de semaines que la plupart d'entre nous ne l'avaient escompté. Cependant, le monde ne cherchera pas à savoir combien de temps nous sommes restés ensemble ici, mais plutôt si nous avons construit avec sagesse et ingéniosité un édifice durable. Et n'oublions pas que, s'il a fallu du temps pour terminer notre tâche, c'est parce que nous avons eu la plus complète liberté de parole et de discussion. Chaque article a été discuté à fond, quelquefois à de multiples reprises, au sein des sous-comités, des comités et des commissions. A mon avis, ce fait donne beaucoup de force à nos travaux et à la Charte. Personne, de tous ceux qui ont participé à cette grande Conférence, ne pourra jamais dire qu'il n'a pas eu la possibilité complète d'exprimer les vues de son Gouvernement et de son peuple sur n'importe quel sujet concernant la Charte.

Un mot encore. Il ne s'est pas agi à San Francisco d'une Conférence où l'on puisse réellement dire qu'il y avait, d'un côté, un groupe de petits et puissances et, de l'autre, un groupe de petits et moyens pays. Au cours de nos délibérations, il est apparu des divergences fondamentales d'opinion entre les petits pays sur beaucoup de sujets. Et en maintes occasions, nombre de petits pays se sont trouvés complètement d'accord avec les grandes puissances et ont voté de concert avec elles. Il n'est donc pas exact de parler, comme on l'a fait parfois, des "45 petites nations" en les opposant aux "Cinq Grandes Nations". Au cours de cette Conférence, chaque délégué a parlé et voté selon les convictions sincères de sa délégation. C'est là encore un élément qui ajoute de la force et de la dignité à la tâche qui a été accomplie à San Francisco et à la Charte elle-même qui s'en va aujourd'hui vers les millions d'hommes et de femmes qui dans le monde l'attendent anxieusement.

DECLARATION DU BRIGADIER-GENERAL CARLOS P. ROMULO, PRESIDENT DE LA DELEGATION PHILIPPINE

Nous sommes arrivés à un accord. C'est là, à mes yeux, le grand résultat de cette Conférence. Ce n'est pas que nous ayons mis sur le papier certaines conditions sur lesquelles l'accord s'est réalisé. Les conditions, c'est chose transitoire. Elles peuvent paraître bonnes aujourd'hui. Peut-être ne le seront-elles pas demain et nous devrons alors nous réunir à nouveau et nous entendre pour les changer. Mais le fait même de l'accord - le fait que cinquante nations, représentant peut-être autant d'intérêts vitaux divergents, ont pu, pour une fois, à partir de ces divergences, distiller un accord fondamental de l'essence la plus pure - cela c'est quelque chose de permanent. C'est cela le résultat.

Et nous, qui faisons partie des petites nations, cette Conférence nous a donné quelque chose que nous n'avons pas connu auparavant: la conviction non seulement que notre voix a été entendue, mais encore qu'elle a été écoutée. Ainsi, quand notre délégation philippine a soutenu la thèse que, pour les peules dépendants, l'independance devrait être fixée comme but en même temps que l'autonomie gouvernementale, cette thèse a été reconnue; et, parce qu'elle était juste, elle a été acceptée. Les grandes nations ont entendu la voix des petites nations et elles l'ont écoutée.

J'ai entendu ceux qui furent les guides de la Conférence dire que tout ce dont nous avons besoin maintenant, c'est la sincérité dans l'accomplissement des tâches que nous nous sommes fixées nous-mêmes. Sans doute. Mais plus important encore, à mon avis, est le fait que nous avons institué un code de morale pour le monde à venir, un code qui, grâce à l'intangibilité de ses principes, créera une force faite de l'opinion publique mondiale, une force d'un caractère si universel qu'elle obligera à la sincérité dans la réalisation de ces principes.

Voilà bien ce que nous avons réalisée: ce n'est

Conférence des Nations Unies sur l'Organisation Internationale

Doc. 293 (FRENCH)
G/45
May 14, 1945

PROGRAMME DES SEANCES

Lundi, le 14 Mai 1945

Comité	Heure	Salle (Veterans Building)
I/1/A (Sous-Comité)	9h.30	316
II/4	10h.30	223
III/4/A (Sous-Comité)		219
IV/1		314
I/1	14h.45	303
II/3		223
III/2		202
I/2	17h.	314
II/2		223
III/3		213
II/1	20h.30	303
III/1		223
IV/2		202

Ces séances ne seront pas ouvertes au public.

pas une Charte de l'Atlantique ni une Charte du Pacifique: c'est une Charte du monde: c'est la Déclaration spirituelle des Droits. Elle embrassera et protégera l'esprit de l'homme en même temps qu'elle le libérera.

La délégation philippine a soumis vingt-cinq amendements aux propositions de Dumbarton Oaks. Sur ce nombre, quatre ont été adoptées intégralement dans la nouvelle Charte et six ont été adoptées en partie ou en principe.

Ceci est le dernier numéro du **Journal** de la Conférence; il ne sera pas publié de supplément puisque les discours prononcés par les délégations à l'occasion de la clôture de la Conférence, et qui ont été remis conformément au Document 1042, du 17 juin, sont reproduits dans ce numéro.

328d

Conférence des Nations Unies sur l' Organisation Internationale

Doc. 106 (FRENCH)
G/112(1)
June 18, 1945

PROGRAMME DES SEANCES

Lundi, 18 juin 1945
REVISE

Les séances des Comités ne sont pas accessibles au public:

III/1	10 h.	303 Veterans Building
Comité Exécutif		223 Veterans Building
Comité de Coordination		418 Opera House
Comité de Direction	10 h.30	223 Veterans Building
Comité Consultatif des Juristes		431 Opera House
Comité de Coordination	15 h.	418 Opera House
Comité Consultatif des Juristes	15 h.30	431 Opera House
II/2		202 Veterans Building
II/1	20 h.30	303 Veterans Building
II/4		223 Veterans Building
III/3		202 Veterans Building

Commission III (Séance publique)	15 h.30	Opera House

Seuls les billets portant la lettre "I" seront valables pour la séance de la Commission III de cet après-midi.

Les billets portant la lettre "H", émis pour la séance de la Commission II de dimanche 17 juin 1945 qui a été ajournée, seront valables pour la prochaine séance de la Commission II, dont la date sera annoncée ultérieurement.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED

Doc. 111 (ENGLISH

Précis

No. 2, May 6, 1945

OF COMMITTEE PROCEEDINGS

MEETINGS OF COMMITTEES

May 5, 1945

	Doc.
Committee I/2 (Veterans Building, 303, 3:15 p.m.)	112

The Committee met for organization and settled some questions of procedure. There was some discussion of the terms of reference, and the Committee agreed to accept the recommendation of the Presidents of Commissions I and II with respect to certain problems of overlapping jurisdiction. The documentation was explained, and a provisional schedule of meetings decided upon.

Committee II/1 (Veterans Building, 223, 3:15 p.m.)	114

Officers and Secretaries were introduced. Terms of reference and nature of documentation were discussed.

Committee II/4 (Veterans Building, 303, 10:30 a.m.)	113

There was discussion on organization of the Committee's work and rules of procedure.

Committee III/1 (Veterans Building, 223, 10:40 a.m.)	120

A general discussion took place concerning Chapter VI, Section A, of the Dumbarton Oaks Proposals. Representatives of some 20 delegations were heard, and various views were expressed, particularly respecting the increase in membership of the Security

Doc. No.

Council to include representatives of smaller nations, as well as regional representation, etc. No action was taken pending consideration of the comments of all governments which have not yet been received. The discussion will continue at the next meeting of the Committee.

Committee III/1/A (Veterans Building, 219, 3:45 p.m.) 116

The Subcommittee's functions were discussed, and it was agreed to make to Committee III/1 certain recommendations concerning pertinent parts of Chapter VI, Section B, of the Dumbarton Oaks Proposals. It was decided that the next meeting of the Subcommittee should be held as soon as complete sets of the amendments to Chapter VI proposed by the governments are made available to the members.

Committee IV/2 (Veterans Building, 314, 10:30 a.m.) 115

Discussion of methods of organizing the work of the Committee including (1) nature and content of the work, and (2) designation of Chairman, Rapporteur, and Secretary to prepare agenda for the next meeting.

336

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc.129 (ENGLISH)

Précis
OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 3, May 8, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

May 7, 1945

Doc. No.

Committee I/1 (Veterans Building, 303, 10:50 a.m.) 133

The Committee considered the ruling by an immediately preceding meeting of Presidents of Commissions and Chairmen of Committees that discussion should begin with the new joint amendments to the Dumbarton Oaks Proposals by the sponsoring powers. It was decided that this should be deferred until delegates had had an opportunity to consider the text. In accordance with a general request, Field Marshal J. C. Smuts, Chairman of the Delegation of the Union of South Africa, explained the purport of the draft preamble submitted by his Delegation. It was agreed, in principle, that this text should be the basis of such preamble as might eventually be added as a preface to the Charter of the Organization, with the reservation that the final form of the draft might be agreed on later. It was indicated that the Joint Amendments would be discussed at the next meeting of the Committee, scheduled for May 9, 1945, at 10:30 a.m.

Committee II/2 (Veterans Building, 223, 10:34 a.m.) 137

The Committee opened general discussion of paragraph 1 of Section B, Chapter V, of the Dumbarton Oaks Proposals. It was agreed that the Committee officers would prepare a selective grouping of the official amendments relevant to the Committee's terms of reference.

D c. No.

Committee II/3 (Veterans Building, 303, 3 p.m.) 139

There was discussion of desirability of having representatives of specialized international organizations attend meetings of the Committee, but no action was taken since this matter is to be considered by the Steering Committee. The Chairman and Secretary were requested to prepare a program of work based on proposals submitted by the various governments.

Committee III/2/A (Veterans Building, 314, 10:50 a.m.) 127

Report prepared by Secretariat entitled "Proposed Draft of Report of Subcommittee III/2/A" was discussed. Secretary was requested to revise "Proposed Draft" for consideration at a later meeting. The time of next meeting is to depend upon time required for preparation of revision.

Committee III/3 (Veterans Building, 223, 3:15 p.m.) 140

The Rapporteur, Mr. Paul-Boncour (France) summarized the key points of the Dumbarton Oaks Proposals assigned to Committee III/3--Section B of Chapter VIII, and Chapter XII. He followed this with an analysis of amendments that had been submitted. The Committee agreed to commence a paragraph-by-paragraph consideration of its assignment on Wednesday, May 9, 1945, with daily meetings thereafter.

Committee IV/1 (Veterans Building, 314, 3 p.m.) 146

The Committee decided to take the position that paragraph 6 of Chapter VIII, Section A, of the Dumbarton Oaks Proposals is properly within its competence as well as that of Committee III/2. Proceeding to consideration of the Statute proposed by the Committee of Jurists, Article 2 was deferred to give effect to the twenty-four hour rule respecting amendments. Articles 4, 5, 6, 8, and 10, about which there was some question as to substance, were deferred, pending decision by the Steering Committee as to voting procedure. Articles 3, 7, 9, and 11 were unanimously approved.

The Committee discussed paragraphs 1 and 6 of Section B, Chapter V, with the aid of a grouping of the relevant amendments prepared by the Committee officers. The Committee adopted a composite amendment consisting of the four sponsoring powers' amendment to paragraph 6 from Doc. 2, G/29, together with the United States proposed new paragraph to follow paragraph 6, from Doc. 2, G/14 (v).

Committee II/3 (Veterans Building, 223, 2:45 p.m.) 189

The Chairman decided to invite observers from the League of Nations, the International Labor Office, the United Nations Interim Commission on Food and Agriculture, and the United Nations Relief and Rehabilitation Administration. The Committee voted also to invite observers from the World Trade Union Congress. There was discussion of the desirability of naming the Economic and Social Council a principal organ of the International Organization.

Committee III/2 (Veterans Building. 314, 2:45 p.m.) 188

A report was made on the work of the Subcommittee charged with arranging the documentation of the Committee. The proposals of the sponsoring governments for amendments to Chapter VIII, Section A, were explained and commented upon.

Committee III/3 (Veterans Building, 223, 5 p.m.) 199

There was a general discussion of amendments to paragraph 1 of Section B, Chapter VIII, during which an amendment proposed by Chile was adopted.

Committee III/4 (Veterans Building, 223, 10:30 a.m.) 196

The delegations which have submitted pertinent amendments were called upon for a general statement of their views on regional arrangements. The delegates of Australia, Belgium, and Bolivia spoke in turn. A subcommittee was appointed to analyze, classify, and, where possible, amalgamate the amendments submitted by the various delegations. Membership of the subcommittee: Australia, Chile, Czechoslovakia, Egypt, France, Mexico, Norway, the Union of Soviet Socialist Republics, the United Kingdom, and the United States, together with the Chairman and the Rapporteur of the Committee.

Doc. No.

Committee IV/1 (Veterans Building, 314, 10:45 a.m.) 179

The Committee decided to consider and act upon each article of the draft Statute in succession after article 13, postponing discussion until later of any article on which a substantive amendment should be proposed. Articles 13, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 and 29 were unanimously approved. Articles 14 and 18 were postponed for later consideration.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED

Doc. 218 (ENGLISH)

Précis

No. 6, May 11, 1945

OF COMMITTEE PROCEEDINGS

MEETINGS OF COMMITTEES

May 9, 1945

Doc. No.

Committee I/1 (Veterans Building, 223, 8:34 p.m.) 211

The Committee discussed Chapter V, Section A, of the Dumbarton Oaks Proposals. The motion was passed that the number of representatives for each member in the General Assembly should be not more than five. The Committee began discussion of paragraph 2 of Section B, Chapter V.

Committee III/1 (Veterans Building, 223, 8:45 p.m.) 210

The recommendation of Subcommittee III/1/A that all the provisions of Section B, Chapter VI, be assigned to Committee III/1 was approved. After continuance of general discussion of Section A, Chapter VI, it was agreed to begin discussion of amendments on specific details at the next meeting.

May 10, 1945

Committee II/1 (Veterans Building, 303, 5 p.m.) 236

The Committee, after rejecting various proposed amendments to paragraph 2, Section B, Chapter V (Admission of Members), approved the text of the Dumbarton Oaks Proposals. A general drafting subcommittee was appointed,

Doc. No.

consisting of delegates of Belgium, Canada, Egypt, France, Mexico, the Union of Soviet Socialist Republics, and the United States, together with the Chairman and Rapporteur of the Committee.

Committee II/2 (Veterans Building, 303, 3 p.m.) 229

The Committee agreed to a reallocation of its terms of reference, by which questions of conditions under which a member of the Organization might (a) have its rights suspended, (b) restored, or (c) be expelled (Doc. 1, G/1, Ch. V, Sec. B, par. 3) were transferred to Committee I/2, questions of procedure on points (a), (b), and (c) remaining allocated to Committee II/2. The Committee continued its discussion of paragraph 1, Section B, Chapter V, of the Dumbarton Oaks Proposals, and empowered the Chairman and Rapporteur to nominate a subcommittee to formulate questions for discussion at the Committee's next meeting.

Committee III/1 (Veterans Building, 223, 5:15 p.m.) 233

The Committee voted to accept in principle the amendment submitted by the four sponsoring powers to Section A, Chapter VI, of the Dumbarton Oaks Proposals. The Committee also agreed to consider the proposed amendments to Section A, Chapter VI, submitted by all other governments and began a discussion of the size of the Council. The discussion was not completed and will be continued at the next meeting.

Committee III/3 (Veterans Building, 223, 3 p.m.) 231

Under the main subject of the relation of the General Assembly to the Security Council, the Committee initiated discussion of the representation of states not members of the Council in Council enforcement decisions where they are affected. The discussion of a motion to that effect will be continued at the next meeting.

PRÉCIS OF COMMITTEE PROCEEDINGS

English Text

Texte Anglais

The United Nations Conference on International Organization

331

RESTRICTED

Doc. 89 (ENGLISH)

Précis

OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 1, May 5, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

May 4, 1945

	Doc. No.
Committee I/1 (Veterans Building, 303, 10:40 a.m.)	95

The Committee met for organization and settled certain questions of procedure. There was some discussion as to whether amendments relating to Chapter I of the Dumbarton Oaks Proposals should be considered as material becomes available, or should be deferred until complete documentation is at hand. It was agreed that the next meeting should be on May 7, 1945, at 10:30 a.m.

Committee II/2 (Veterans Building, 223, 10:36 a.m.)	106

Introduction of Committee officers and other formal business.

Committee II/3 (Veterans Building, 303, 3 p.m.)	105

The Committee held its first meeting to discuss procedure and documentation and to introduce its officers.

Committee III/1 (Veterans Building, 311 10:45 a.m.)	97

The Committee met for organization and settled certain questions of procedure. The Committee appointed a subcommittee (1) to determine which paragraphs of Chapter VI, Section B, fall within the province of the Committee, and (2) to submit a report showing

Doc. No.

what points of the Dumbarton Oaks Proposals are generally accepted.

Committee III/1/A (Veterans Building, 311, 11:40 a.m.) 101

The Subcommittee met for organization purposes. It was agreed that the Subcommittee should hold its first meeting May 5, 1945, immediately after the close of the plenary session of Committee III/1.

Committee III/2 (Veterans Building, 314, 11:45 a.m.) 102

Statements regarding rules of procedure and documentation. Appointment of subcommittee of seven to prepare systematic arrangement of observations and recommendations of participating governments. Discussion regarding future meetings.

Committee III/2/A (Veterans Building, 314, 12:40 p.m.) 104

The Subcommittee met for organization purposes. The Secretary of Committee III/2 was requested to prepare a digest of the observations and recommendations made by participating governments on the Dumbarton Oaks Proposals and on those of the Chinese Government. It was agreed that the Subcommittee should meet on May 7, 1945, at 11 a.m.

Committee III/3 (Veterans Building, 223, 3 p.m.) 103

Officers and secretariat of the Committee were introduced. There was discussion of the Committee's organization and agreement upon the order in which comments would be heard.

Committee III/4 (Veterans Building, 223, 5:10 p.m.) 100

The meeting of the Committee was concerned solely with the future organization of its work. It was agreed that a second meeting of the Committee on May 7, 1945, should be devoted to the initiation of a general discussion to eliminate minor points of difference and to place amendments upon some common basis.

Committee IV/1 (Veterans Building, 213, 3 p.m.) 99

The Committee accepted the report of the Committee of Jurists as a basis for discussion, together with

the Dumbarton Oaks Proposals. Pending a decision by the Steering Committee with respect to voting, it was decided to postpone controversial issues and to begin consideration of the Statute of the proposed Court with Article 2 of the Statute proposed by the Committee of Jurists.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 155 (ENGLISH)

Précis

No. 4, May 9, 1945

OF COMMITTEE PROCEEDINGS

MEETINGS OF COMMITTEES

May 8, 1945

	Doc. No.
Committee I/2 (Veterans Building, 303, 10:45 a.m.)	169

The Committee considered the suggestions of the commission presidents and committee chairmen that the 27 amendments proposed by the sponsoring powers be embodied in the Dumbarton Oaks Proposals. It was agreed that this was a matter to be decided by the Executive Committee or the Steering Committee. Discussion on Chapter III (Membership) of the Dumbarton Oaks Proposals was then begun, and three amendments to that Chapter were presented.

Committee IV/1 (Veterans Building, 314, 10:30 a.m.)	168

The Committee considered articles 12 and 13 of the draft Statute of the International Court of Justice. Article 12 was deferred. No action was taken on article 13. This was due to extended discussion of the merits of an amendment relating to the term of office of judges and revision of the present article, and on the procedure to be followed in submitting amendments. A ruling was requested as to the kinds of amendments which must have been introduced by the May 4 deadline, and what types might be introduced subsequently.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED

Doc. 181 (ENGLISH)

Précis

OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 5, May 10, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

May 9, 1945

	Doc. No.
Committee I/1 (Veterans Building, 213, 2:57 p.m.)	197

The Committee discussed Chapter I of the Dumbarton Oaks Proposals paragraph by paragraph and sentence by sentence, using as a basis of discussion the original text of the Proposals, the amendments submitted by the four sponsoring powers, and amendments submitted by other delegations. Stress was laid upon the need for a clear enunciation of the obligation of strict observance of the principles of international law and justice. Discussion will be continued at the next meeting.

Committee I/2 (Veterans Building, 213, 5:15 p.m.)	202

The Committee continued the discussion of amendments to Chapter III (Membership). It was decided to proceed with general discussion rather than to refer amendments to a subcommittee for correlation at this time. It was agreed to circulate to the members of the Committee a memorandum summarizing the principal points relating to membership which should be taken up at the next meeting.

Committee II/2 (Veterans Building, 314, 5:08 p.m.)	203

The Committee agreed to use the voting procedure recommended by the Conference Steering Committee.

344

Doc. No.

Committee IV/2 (Veterans Building, 213, 5:15 p.m.) 228

The Committee decided that the Charter should provide for (a) immunities and privileges of property of the United Nations Organization, and (b) privileges and immunities for representatives of member states, officials of the Organization, and their respective staffs. A drafting subcommittee will work out a detailed text.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED

Doc. 262 (ENGLISH)

Précis

OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 7, May 12, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

May 10, 1945

Committee I/2 (Veterans Building, 314, 2:50 p. — Doc. No. 242

The Committee continued consideration of the amendments to Chapter III (Membership). After discussion by eight delegates, it was decided to close the debate and to submit all amendments and comments to a drafting committee. The Chairman announced that he would appoint the committee at the next meeting.

Committee II/4 (Veterans Building, 223, 8:40 p.m. — 241

A general discussion was opened on the trusteeship proposals submitted by the Delegates of Australia, China, France, the United Kingdom, and the United States. The Delegates of Australia and the Philippine Commonwealth put forward the points of view of their Delegations.

Committee IV/1 (Veterans Building, 314, 8:30 p.m.) — 240

The Committee unanimously adopted articles 30, 31, 32, 33, and 35 of the draft Statute of the International Court of Justice. Articles 34, 36, and 38 were deferred to permit consideration of proposed amendments. Article 37 was deferred pending agreement upon article 1. The Committee agreed to vote en bloc upon articles 39-64, since they contain no controversial issues, but deferred voting on them until its next meeting.

Doc. No.

President J. Gustavo Guerrero and Judge Manley O. Hudson appeared at the meeting as observers representing the Permanent Court of International Justice, in response to the Committee's invitation.

May 11, 1945

Committee I/2 (Veterans Building, 314, 10:45 a.m) 244

The Chairman appointed a drafting committee to consider amendments and suggestions relating to Chapter III (Membership). It was decided that the drafting committee should include in its consideration the questions of expulsion and suspension of members. The Committee then opened general discussion of Chapter IV (Principal Organs).

Committee II/2 (Veterans Building, 303, 10:40 a.m.) 252

The Committee adopted the report of Subcommittee A (convened by the Chairman at the request of the Committee at its fifth meeting) to formulate questions for discussion based on the proposed amendments to those parts of the Dumbarton Oaks Proposals allocated to the Committee (Doc. 235, II/2/A/1). Subsequently, the Committee altered the form of the first question to make it affirmative rather than negative. The Committee continued its discussion of paragraph 1 of Section B, Chapter V, of the Dumbarton Oaks Proposals, on the basis of the first question as amended.

Committee II/4 (Veterans Building, 202, 5 p.m.) 260

The general discussion opened at the second meeting was continued, and the meeting adjourned after the Delegates of France, the Netherlands, China, and the Union of South Africa had expressed their views.

Committee III/1 (Veterans Building, 223, 2:45 p.m.) 263

Discussion was continued on the first sentence of Section A, Chapter VI, of the Dumbarton Oaks Proposals, pertaining to membership in the Security Council. No action was taken, and it was agreed to continue the discussion at the next meeting.

Doc. No.

Committee III/3 (Veterans Building, 223, 10:30 a.m.) 246

Discussion was continued on the participation of non-members of the Security Council in enforcement measures. A subcommittee was appointed under the chairmanship of the Rapporteur, Mr. Paul-Boncour (France), to formulate a text embodying the various national points of view in this matter.

Committee IV/1 (Veterans Building, 303, 5 p.m.) 264

The Committee unanimously approved articles 39-64 of the draft Statute of the International Court of Justice submitted by the Washington Committee of Jurists. It postponed action on articles 65, 66, 67, 68, and 69, pending circulation in writing of amendments relating to those articles. The Committee thus completed its initial consideration of the Statute, having adopted articles 3, 7, 9, 11, 13, 15, 16, 17, 19-33, 35, 39-64, and was ready to begin discussion of articles on which amendments have been submitted or which are otherwise controversial.

Committee IV/2 (Veterans Building, 314, 3 p.m.) 261

The Committee considered the several aspects of the question of registration and publication of treaties and international agreements. It was agreed that the Charter should provide that treaties and agreements should be registered with and published by the United Nations Organization, and that the requirement of registration should be limited to treaties and agreements entered into after the Charter comes into force. A drafting subcommittee was appointed, to which was also referred the formulation of a proposal concerning the privileges and immunities of representatives of members of the Organization and their staffs, of officials of the Organization and their staffs, and of property owned or possessed by the Organization and devoted to its use.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 287 (ENGLISH)

Précis
OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 8, May 14, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

May 11, 1945

Committee I/1 (Veterans Building, 213, 8:40 p.m.) — Doc. No. 272

The Committee continued broad discussion on Chapter I of the Dumbarton Oaks Proposals. A drafting committee of ten members was appointed to deal with the Preamble and Purposes, taking into account the continuing discussion of the Committee as a whole.

Committee II/3 (Veterans Building, 223, 8:40 p.m.) — 271

The Committee voted unanimously to recommend that the Economic and Social Council be listed as a principal organ of the Orgar zation. Purposes of economic and social cooperation were discussed.

Committee III/2 (Veterans Building, 314, 8:30 p.m.) — 274

After brief general discussion, it was decided to proceed with consideration of amendments applying to specific paragraphs. The proposal of the sponsoring governments to insert a new paragraph at the beginning of Chapter VIII, Section A, was accepted in principle. Paragraph 1 of Section A was approved, together with the general ideas of amendments proposed by Bolivia and Norway.

1

Doc. No.

May 12, 1945

Committee III/1 (Veterans Building, 223, 10:45 a.m.) 275

After several delegations had withdrawn their proposed amendments to the first sentence of Section A, Chapter VI, of the Dumbarton Oaks Proposals providing for eleven members of the Security Council, the sentence was unanimously approved (with six abstentions).

Committee IV/2 (Veterans Building, 314, 10:30 a.m.) 270

The Committee considered a number of problems involved in the question whether the United Nations Charter should contain a provision dealing with obligations inconsistent with the Charter. The consensus of opinion was that the Charter should include an agreement among its members not to undertake obligations inconsistent with its provisions. A number of states felt that this should extend to existing inter se agreements. It was decided to continue consideration of the whole problem at the next meeting before submitting it to a drafting subcommittee.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED

Doc. 305 (ENGLISH)

Précis

OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 9, May 15, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

May 12, 1945

Doc. No.

Committee II/1 (Veterans Building, 303, 10:36 a.m.) 295

The Committee, after brief discussion, approved the first sentence of paragraph 4, Section B, Chapter V, of the Dumbarton Oaks text (election of non-permanent members of the Security Council and the members of the Economic and Social Council). The Committee discussed the text of the second sentence (election of the Secretary General): the proposals and amendments submitted by the Australian, Honduran, Mexican, and Uruguayan Delegations; and related questions. It was agreed that a vote should be taken on the proposals without further discussion at the next meeting of the Committee.

May 14, 1945

Committee I/1 (Veterans Building, 303, 2:55 p.m.) 308

The Committee continued discussion of amendments to Chapter I (Purposes). Eight delegates participated, and a number of specific changes were referred to the drafting committee. Other speakers indicated their intention to speak on this Chapter at the next meeting.

Doc. No.

Committee I/2 (Veterans Building, 314, 5:20 p.m.) 314

Committee I/2 accepted the report of the subcommittee on Chapter III (Membership), approving the English version of the text. It was agreed that the Chairman would place on the agenda for discussion at some later date the question of withdrawal from the Organization. The question of the authority of Committee I/2 in respect to suspension of and expulsion from membership has been referred to the Coordination Committee. At its next meeting the Committee will resume discussion of Chapter IV (Principal Organs) and a subcommittee will be appointed to draft a text for this Chapter.

Committee II/2 (Veterans Building, 223, 5:09 p.m.) 315

The Committee continued its discussion of the general competence of the Assembly, on the basis of the first question framed by Subcommittee A and amended at the fifth meeting of the Committee to read: "Should the General Assembly be enabled to make, on its own initiative, recommendations on any matter relating to the maintenance of international peace and security which is being dealt with by the Security Council?" The discussion will be continued at the seventh meeting.

Committee II/3 (Veterans Building, 223, 2:55 p.m.) 318

The Committee continued discussion of the purposes of international, economic, and social cooperation. Substantial agreement as to content having been revealed, a subcommittee was named to prepare a single draft based on all of the proposed modifications.

Committee II/4 (Veterans Building, 223, 10:45 a.m.) 310

At the fourth meeting of Committee II/4, the presentation by delegates of the views of their governments on the general subject of trusteeship was continued. The Committee heard the Delegates of the Union of South Africa and of China (both in extension of remarks at the third meeting), and the Delegates of the United States, the United Kingdom, and the Union of Soviet Socialist Republics.

Doc. No.

Committee III/2 (Veterans Building, 202, 3 p.m.) 321

The consideration of amendments to paragraph 1 was concluded. Paragraph 2, as amended by the sponsoring governments, was adopted, and the amendments of the Ethiopian Government were referred to the proposed drafting subcommittee.

Committee III/3 (Veterans Building, 213, 5:10 p.m.) 320

Discussion continued on a motion providing for participation of the Assembly or of non-members of the Council in enforcement measures.

Committee IV/1 (Veterans Building, 314, 10:30 a.m.) 309

The Committee decided to appoint a subcommittee which will report on the question as to whether the World Court should be a new institution or the continuation of the old one (articles 1 and 37 of the draft Statute of the International Court of Justice). The Committee unanimously approved article 2 of the draft Statute and decided to take up at its next meeting articles 4, 5, and 6.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED

Doc. 352 (ENGLISH)

No. 10, May 16, 1945

Précis

OF COMMITTEE PROCEEDINGS

MEETINGS OF COMMITTEES

May 14 1945

Doc. No.

Committee II/1 (Veterans Building, 303, 8:31 p.m.) 328

The Committee approved an amendment to Chapter V, Section B, paragraph 4, of the Dumbarton Oaks Proposals to provide for the election of the Secretary General by the General Assembly upon nomination by a majority of seven of the members of the Security Council. The Committee also voted to approve the proposal of the four sponsoring governments that the Secretary General be elected for a term of three years and be eligible for re-election. The question of the election of the deputy secretaries general by the General Assembly as proposed by the four sponsoring governments was discussed. The Committee agreed to invite representatives of the League of Nations, the International Labor Office, the United Nations Relief and Rehabilitation Administration, and the United Nations Interim Commission on Food and Agriculture to attend the discussion of questions concerning the apportionment of expenses and approval of the budget by the Assembly.

Committee III/1 (Veterans Building, 223, 8:45 p.m.) 338

The second sentence of Section A, Chapter VI, of the Dumbarton Oaks Proposals, providing for the five permanent seats on the Security Council, was passed with one amendment, to strike out the phrase "in due course" before the word "France". Discussion was begun on the next sentence of Section A as amended by the four sponsoring governments and is to be continued at the next meeting.

May 15, 1945

Committee I/1 (Veterans Building. 303 10:40 a.m.) 343

The Committee concluded its discussion of Chapter I of the Dumbarton Oaks Proposals as amended

Committee I/2 (Veterans Building, 314, 3:40 p.m.) 357

Committee I/2 continued discussion of Chapter IV (Principal Organs). In accordance with a decision of Committee II/3, it was decided that the Economic and Social Council be added as one of the principal organs. It was agreed that this be resolved without prejudice to the addition of any organs that may be created by this Conference. The Committee then proceeded to a discussion of the Uruguayan proposal that women be admitted to the Organization on the same basis as men

Committee II/2 (Veterans Building, 213, 3:40 p.m.) 354

The Committee continued its discussion of paragraph 1. Section B, Chapter V of the Dumbarton Oaks Proposals on the basis of question 1 formulated by Subcommittee A. (See text in Précis No. 9, Doc. 305, p. 2.) By permission of the Chair, a redraft of the whole of paragraph 1, approved by the four sponsoring governments and France, was read. After further discussion, question 1 was negatived by vote. The voting procedure was unsuccessfully challenged on the ground that a two-thirds vote against was needed to negative a question.

Committee II/3 (Veterans Building, 223, 10:40 a.m.) 346

In order to speed the discussions, the Committee decided to ask an enlarged drafting subcommittee to prepare drafts of all of Chapter IX, taking into consideration the Dumbarton Oaks Proposals, the proposals of the sponsoring governments, those of Canada, and those of the other countries. Discussion was begun of the British proposal to make special mention of the International Labor Organization in the paragraph dealing with the purposes of economic and social cooperation

Doc. No.

Committee III/2 (Veterans Building, 202, 10:30 a.m.) 356

Paragraph 3 of Chapter VIII, Section A, was adopted and was referred to a drafting subcommittee, together with Belgian, Bolivian, Chilean, and Ethiopian amendments, and interpretations expressed by various delegates. Judge Manley O. Hudson was invited to attend the meetings of the Committee.

Committee III/3 (Veterans Building, 223, 3:30 p.m.) 355

There was general discussion of the participation of non-members of the Council in enforcement action, followed by voting on the specific amendments. The amendments of New Zealand, Mexico, and Egypt were rejected by the Committee. The Canadian amendment was referred to the subcommittee.

Doc. No.

Committee III/2 (Veterans Building, 202, 10:30 a.m.) 356

Paragraph 3 of Chapter VIII, Section A, was adopted and was referred to a drafting subcommittee, together with Belgian, Bolivian, Chilean, and Ethiopian amendments, and interpretations expressed by various delegates. Judge Manley O. Hudson was invited to attend the meetings of the Committee.

Committee III/3 (Veterans Building, 223, 3:30 p.m.) 355

There was general discussion of the participation of non-members of the Council in enforcement action, followed by voting on the specific amendments. The amendments of New Zealand, Mexico, and Egypt were rejected by the Committee. The Canadian amendment was referred to the subcommittee.

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 371 (ENGLISH)
RESTRICTED

Précis
OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 11, May 17, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

May 15, 1945

Doc. No.

Committee II/4 (Veterans Building, 223, 8:30 p.m.) 364

The general discussion was concluded by statements from the Delegates of Mexico and Ethiopia. The Committee then adopted as its basic working paper a draft which had been prepared by the United States Delegation incorporating certain proposals from the drafts submitted by other governments. It was decided that the discussion of this text in detail would begin at the next meeting, without prejudice to the right of any delegation to maintain its previous proposals or to offer amendments.

Committee III/4 (Veterans Building, 314, 8:30 p.m.) 363

The Committee approved the interim report (Doc. 335, III/4/A/5) of the Rapporteur on the work of the subcommittee in analyzing and classifying amendments and comments of the various delegations concerning Chapter VIII, Section C.

May 16, 1945

Committee I/1 (Veterans Building, 303, 3:45 p.m.) 382

Committee I/1 commenced its first general discussion on Chapter II of the Dumbarton Oaks Proposals, with pertinent amendments. Various delegates supported the amendments of their respective governments to this Chapter. Discussion continues.

Doc. No.

Committee II/1 (Veterans Building, 303, 10:40 a.m.) 375

Mr. Segmar Jacklin, Treasurer of the League of Nations, addressed the Committee briefly on the problem of financing the proposed International Organization in the period between the San Francisco Conference and the first formal meeting of the International Organization. He suggested the reassessment of the "founders' fund" for this purpose. The Committee discussed at length the statement of the four sponsoring governments providing for the election of the deputy secretaries-general by the General Assembly on recommendation of the Security Council. No action was taken on this question and the discussion is to be continued at the next meeting.

Committee II/3 (Veterans Building, 223, 3:40 p.m.) 381

After substituting the words "full employment" for the words "high and stable levels of employment", the Committee voted without dissent to accept the drafting subcommittee's report on the revised statement of the purposes of economic and social cooperation. The discussion was continued on the question of the relationship of the International Labor Organization to the Organization. A decision was delayed in order to give the delegations an opportunity to compose their differences on this subject.

Committee III/1 (Veterans Building, 223, 10:30 a.m.) 380

The Committee concluded its discussion of Section A, Chapter VI, of the Dumbarton Oaks Proposals by approving the third, fourth, fifth, and sixth sentences. The third sentence included the amendment of the four sponsoring governments, which had been approved at an earlier meeting. It was agreed to pass over Section B for the present, and to take up Section C, on voting, at the next meeting.

Committee III/2 (Veterans Building, 202, 3:40 p.m.) 383

The Committee authorized the Chairman to appoint a subcommittee on drafting composed of nine members. The Soviet Union amendment was referred in part to Committee II/2, and in part to the subcommittee on drafting.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED

Doc 519 (ENGLISH)

Précis
OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 16, May 23, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

May 21, 1945

Doc. No.

Committee I/2 (Veterans Building, 303, 8:45 p.m.) 501

Committee I/2 appointed a special subcommittee to consider the question of withdrawal from the Organization. The subcommittee was instructed to consider suspension and expulsion, in relation to withdrawal, and to draw up a report for the consideration of the Committee. Discussion of Chapte. X (The Secretariat) was resumed.

Committee II/2 (Veterans Building, 202, 8:43 p.m.) 507

The Chairman advised that the procedure to expedite the work of technical committees approved by the Steering Committee (Doc. 468, STC/9) be observed. The Committee discussed questions relating to the initiation of studies and recommendations by the General Assembly under paragraph 6, Section B, Chapter V, on the basis of the second report of Subcommittee A. The Committee affirmed the questions proposing that the Assembly should initiate studies and make recommendations for promoting the revision of the rules and principles of international law and its codification, and rejected two proposals directed toward giving binding force to such revised rules. The Committee postponed consideration of the question of treaty revision pending a ruling from the Steering Committee as to which technical committee's jurisdiction this matter properly belongs.

Doc. No.

Committee III/3 (Veterans Building, 223, 8:50 p.m.) 502

A motion that the Charter should contain explicit reference to certain acts of aggression upon the occurrence of which the Security Council should act automatically was defeated.

May 22, 1945

Committee II/1 (Veterans Building, 303, 3:30 p.m.) 528

The Committee approved the last sentence of Chapter V, Section C, paragraph 2, of the Dumbarton Oaks text. (On questions other than those listed as requiring a two-thirds majority the General Assembly should decide by a simple majority vote.) The Committee approved paragraph 1 of Section D, Chapter V, of the Dumbarton Oaks Proposals. It also approved an amendment that special sessions of the General Assembly should be convoked at the request of the Security Council or at the request of a simple majority of the members of the Organization addressed to the Secretary General. A Brazilian amendment that the General Assembly should not meet more than five years to revise the Charter was referred to the competent Committee. The Committee adopted paragraphs 2 and 3 of Section D.

Committee IV/4 (Veterans Building, 223, 10:40 a.m.) 512

At the eighth meeting of Committee IV/4 a decision was taken to appoint a drafting subcommittee. As informal discussion on paragraphs A.1 and B.2 of the working paper were still in progress, the Committee proceeded with paragraph B.3. The Delegate for Egypt, seconded by the Delegate for Iraq, moved that the amendment, which was defeated, to delete references to subsequent agreements and to insert the word "all" at the beginning of subparagraph (c). Discussion was then begun and adjourned by the Delegate for Guatemala, seconded by the Delegate for El Salvador. The effect of this proposal would be to exclude from the trusteeship system all territories forming the subject of dispute or litigation between members of the International Organization.

Committee III/1 (Veterans Building, 223, 3:30 p.m.) 531

The Committee unanimously approved paragraphs 1, 2 (with amendment of the sponsoring governments),

Doc. No.

502

and 3 of Section D, Chapter VI, of the Dumbarton Oaks Proposals, and discussed on a basis for discussion the remainder of paragraph 4 of the same Section by the sponsoring governments. Discussion of paragraph 4 was subsumed, pending the report of a subcommittee of Committee III/3 on related motions and amendments to paragraph 4 by other than the sponsoring governments were referred to a subcommittee of Committee III/1.

528

Committee III/2 (Veterans Building, 202, 8:30 p.m.) 530

The Committee referred paragraph 5 of Chapter VIII, Section A, together with the Turkish amendment, to its subcommittee on drafting. It deferred discussion of the Australian amendment of paragraph 6 until informed of the decision of Committee IV/1 on the question of compulsory jurisdiction. The second sentence of paragraph 6 was referred to Committee IV/1. Discussion of paragraph 7 was deferred until the reception of the report of the joint subcommittee with Committee I/1.

Committee IV/1 (Veterans Building, 202, 10:30 a.m.) 514

The Committee examined the report of its Subcommittee on the continuity of the International Court. The first three paragraphs of Chapter VII of the proposed Charter were approved as drafted by this Subcommittee, providing that the new International Court of Justice shall be created by the Charter itself. The Committee also approved Article 1 and Article 37 of the proposed Statute of the Court as submitted by this Subcommittee. Article 1 takes note of Chapter VII of the Charter and provides that the Court thus established shall function according to its Statute. Article 37 automatically refers to the new Court disputes which under existing treaties have been referred to the Permanent Court of International Justice or to a tribunal instituted by the League of Nations.

512

Committee IV/2 (Veterans Building, 202, 2 p.m.) 527

At its ninth meeting, the Committee discussed the relation of international law and the Charter to internal law. A proposal was made to insert in the Charter a provision that no member can evade the obligations under the Charter by invoking its internal law. There was no objection to the principle underlying this proposal. However, many delegates

531

Doc. No.

an amendment already adopted in Committee III/1 was rejected, as was a French amendment to a question formulated. Finally the Committee voted on question 2 in its original form, and approved it, the question under the two-thirds rule.

May 26, 1945

Committee I/2 (Veterans Building, 213, 6 p.m.) 617

Committee I/2 commenced a discussion on the first reading of the report of the Rapporteur on Chapter III.

Committee II/1 (Veterans Building, 303, 9:30 a.m.) 621

Committee II/1 received the second report of the drafting subcommittee and approved the text of provisions to be inserted in Chapter V, Section B, paragraph 5; Section C, paragraphs 1 and 2; and Section D, paragraphs 1, 2, and 3. The Committee then proceeded to consider the draft report of the Rapporteur.

Committee III/3 (Veterans Building, 223, 10:30 a.m.) 623

The Chinese draft of paragraphs 1 and 2, Section B, Chapter VIII, was approved (WD 36). Two proposed amendments to enlarge the Military Staff Committee were withdrawn in view of prior Committee approval of the creation of certain subcommittees of the Military Staff Committee. A third amendment to this end was defeated. Discussion was initiated concerning the amendments to be made by Organization members as specified in VIII, B, 5.

Committee IV/1 (Veterans Building, 202, 10:45 a.m.) 615

The Committee decided that Chapter VII of the Charter should contain provisions to the effect (1) that the Statute of the International Court of Justice is based upon the Statute of the Permanent Court of International Justice, (2) that all parties to the Charter are ipso facto parties to the Statute of the International Court of Justice, and (3) that conditions under which parties to the Statute of the Court may sit will be determined in each case by the General Assembly upon recommendation of the Security Council.

Doc. No.

The Committee adopted an amendment providing that the Court should inform public international organizations with respect to proceedings before the Court involving interpretation of their constituent instruments or conventions adopted thereunder.

Committee IV/3 (Veterans Building, 202, 4 p.m.) 620

The Committee approved the draft of an article dealing with registration and publication of treaties. The first paragraph of the article declares that every treaty and international agreement entered into by a member of the United Nations after the Charter becomes effective shall be registered with the Secretariat as soon as possible and shall be published. The second paragraph provides that a party to a treaty which has not been registered in accordance with the first paragraph may invoke such treaty before any organ of the Organization.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED

Doc. 693 (ENGLISH)

Précis
OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 21, May 29, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

May 28, 1945

Doc. No.

Committee I/2 (Veterans Building, 303, 10:50 a.m.) 648

Committee I/2 approved for inclusion in Chapter X (Secretariat) of the Charter the statement: "The Secretary General should be the chief administrative officer of the Organization." A subcommittee was created for the purpose of preparing recommendations to the Committee on paragraphs 2 and 3 of Chapter X and the amendments pertaining to this Chapter. Committee I/2 commenced a general discussion on Chapter XI (Amendments).

Committee II/2 (Veterans Building, 202, 10:33 a.m.) 652

The Committee continued its discussion of paragraph B, Section B, Chapter VIII, on the basis of the questions of principle formulated by Subcommittee A in its third report (Doc. 476, II/2/A/4). The questions under discussion were numbers 3, 4, and 5 in this document. Question 5, which gives the Assembly the right to discuss reports received from the Security Council, was affirmed without a negative voice being raised. Question 4, which asks whether the Assembly should be empowered to approve or disapprove of the Security Council's report, was also affirmed, although one objection--that such a power would give the Assembly a measure of predominance over the Security Council incompatible with the Dumbarton Oaks thesis--was raised. The

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED

Doc. 760 (ENGLISH)

Précis
OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 26, June 4, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

June 1, 1945

Doc. No.

Committee IV/1 (Veterans Building, 202, 3:45 p.m.) 759

The subcommittee presented a report on Article 36 of the Statute of the International Court of Justice, containing a draft text for the article, following with slight modifications that of article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice. It thus provides that the Court's jurisdiction shall be contingent upon the consent of the parties, except as to those States which make declarations accepting compulsory jurisdiction. On a vote on the principle of retaining optional jurisdiction, there were 26 for and 10 against, so the proposition failed to obtain the necessary two-thirds. On a motion to adopt the subcommittee's proposal, a two-thirds majority was obtained, several delegates stating that they voted in this way to prevent an impasse.

June 2, 1945

Committee I/1 (Veterans Building, 303, 10:30 a.m.) 756

Committee I/1 approved articles 2, 3, and 4 of Chapter I, as submitted by the drafting committee, with the exception that article 4 was modified in the English text only to read: "To be a center for harmonizing the actions of nations in the achievement of these common ends".

Doc. No.

Committee I/2 (Veterans Building, 303, 3:45 p.m.) 762

Committee I/2 adopted unanimously paragraphs 3, 4, and 5 of Chapter X (The Secretariat), as proposed by the subcommittee on Chapter X as proposed at June 1. The Committee decided, in its report of June 1. The Committee decided, however, to combine paragraphs 4 and 5 into a single paragraph. In adopting paragraph 3, which provides that the Secretary-General may bring to the attention of the Security Council any matter which, in his opinion, might threaten international peace and security the Committee rejected two amendments to this paragraph, one providing that the Secretary-General might also bring the matters mentioned in the paragraph to the attention of the General Assembly, and the other stipulating that the Secretary General might bring to the attention of the Security Council any matter which in his opinion might violate the principles of the Charter. A single paragraph combining paragraphs 4 and 5 deals with the international character of the Secretary-General and his staff and pledges each member of the Organization not to seek to influence them in the discharge of their responsibilities.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED

Doc. 776 (ENGLISH)

Précis
OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 27, June 5, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

June 2, 1945

Doc. No.

Committee II/2 (Veterans Building, 202, 3:43 p.m.) 771

The Committee continued its discussion of the principle of treaty revision in relation to the terms of paragraph 6, Section B, Chapter V, of the Dumbarton Oaks Proposals, as amended by the proposal of the four sponsoring governments and adopted by the Committee at its third meeting. Discussion centered around the questions whether there should be, in the Charter, a specific provision regarding treaty revision; or whether, if there were not, the amended paragraph 6 gave to the Assembly all the powers which it should have to take treaties into consideration when they contributed to creative situations deemed likely by the Assembly to impair the general welfare and friendly relations between nations. The discussion will be continued at the next meeting.

Committee II/3 (Veterans Building, 314, 3:30 p.m.) 769

The Committee considered and approved the following paragraphs: Chapter IV, D 3, 4, and 5, and a new paragraph on conventions to be added to Section D. The Delegation of the United Kingdom withdrew its amendments on the relation of the I.L.O. to the Organization. The members of the Committee associated themselves with the Declaration of the Greek Delegation on postwar reconstruction.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 895 (ENGLISH)

Précis
OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 32, June 11, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

June 8, 1945

Doc. No.

Committee II/3 (Veterans Building, 223, 10:30 a.m.) 876

The Committee approved the draft report of the Rapporteur, with slight modifications. It was agreed to delete a paragraph in the report on the International Labor Organization. The Committee has now finished its deliberations.

Committee II/4 (Veterans Building, 223, 8:35 p.m.) 877

The Committee considered paragraphs B-2, B-11, and B-12 for the first time, adopting each of them in a new form proposed by the Delegate for the United States. It also reconsidered two paragraphs, B-3 and B-5, each of which was amended.

Committee III/3 (Veterans Building, 303, 8:45 p.m.) 878

The Committee considered the draft text of the Rapporteur's report to Commission III on Chapter XIII, Section B, and, with minor amendments, approved it.

Committee III/4 (Veterans Building, 202, 3:30 p.m.) 889

The Committee approved the final report of the Rapporteur on the work of Subcommittee III/4/A. By this action it (a) approved the text of Chapter VIII, Section C, paragraph 2, of the Dumbarton Oaks Proposals as amended by an amalgamation of amendments presented by the four sponsoring

Doc. No.

governments and France, and (b) rejected an amendment to Chapter VIII, Section C, paragraph 2, submitted by the Egyptian Delegation, which would have added a definition of regional arrangements to that paragraph. The Committee has thus completed its task with the exception of consideration of the Rapporteur's report to Commission III on the work of the Committee.

June 9, 1945

Committee III/1 (Veterans Building, 223, 8:30 p.m.) 897

The Committee approved the appointment of a Subcommittee III/1/C to consider, in consultation with the appropriate subcommittee of Committee II/2, the question referred to it by the Steering Committee concerning the reports of the Security Council to the General Assembly. Discussion was begun on the Statement by the Delegations of the Four Sponsoring Governments on Voting in the Security Council.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 907 (ENGLISH)

Précis
OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 33, June 12, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

June 11, 1945

Doc. No.

Committee III/4 (Veterans Building, 303, 3:30 p.m.) 916

The Committee unanimously approved the report of the Rapporteur to Commission III on the work of the Committee, thus terminating its tasks.

Committee IV/1 (Veterans Building, 202, 4 p.m.) 910

The Committee introduced a slight amendment to Article 42 to extend necessary immunities to "advocates" as well as to agents and counsel before the Court. Article 69, on amendments, was modified to make the action of the Assembly with respect to the participation of states parties to the Statute, but not members of the Organization, subject to an initial proposal by the Security Council. The Committee then considered the Rapporteur's draft report. Several slight modifications and additions were made, after which the report received the unanimous approval of the Committee.

Committee IV/2 (Veterans Building, 202, 8:50 p.m.) 917

At its fifteenth meeting, Committee IV/2 discussed the draft report of the Rapporteur and referred it for further consideration and report to Subcommittee IV/2/A, with the addition of the Delegate of Nicaragua.

358

Doc. No.

Committee IV/2 (Veterans Building, 202, 10:30 a.m.) 378

The Committee discussed the problem of a provision of the Charter dealing with obligations inconsistent with it, particularly obligations entered into prior to the Charter. The discussion will continue in a later meeting.

The United Nations Conference
on International Organization

RESTRICTED
Doc. 410 (ENGLISH)

Précis

OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 12, May 18, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

May 16, 1945

Doc. No.

Committee I/2 (Veterans Building, 303, 3:40 p.m.) 389

The Committee continued its discussion of Chapter IV (Principal Organs). It approved in principle the amendment proposed by Uruguay asking for equal status for women in the Organization, and the amendment was referred to a subcommittee for drafting. The Chairman announced the appointment of the drafting subcommittee, which will meet on May 17 and which will submit its report at the next meeting of Committee I/2 on May 18.

Committee II/2 (Veterans Building, 202, 8:37 p.m.) 392

The Committee resumed the discussion of paragraph 1, Section B, Chapter V, of the Dumbarton Oaks Proposals, on the basis of the questions formulated by Subcommittee A (Doc. 235, II/2/A/1). The Committee approved question 2, as amended in the course of discussion to read: "Should the Secretary General be required, with the consent of the Security Council, to notify the General Assembly of any matter relating to the maintenance of international peace and security which is being dealt with by the Security Council, and also required to notify the General Assembly immediately the Security Council ceases to deal with any such matter?" The Committee decided to vote on the first version of question 3 formulated by Subcommittee A, and negatived this question. The Committee then rejected question 4,

360

but affirmed question 5. Questions 6, 7, and 8 were negatived. Discussion of question 9, the last of those formulated by Subcommittee A at its first meeting, was begun, and adjourned at 1:30 p.m. The Committee agreed without discussion that the Chairman should convene a second meeting of Subcommittee A on May 17, to formulate further questions for discussion.

Committee III/3 (Veterans Building, 223, 8:30 p.m.) 391

There was consideration of the amendments limiting the Council's freedom of action. The discussion revolved about the lack of clarity in the wording of paragraphs 1 and 2 of Section B, Chapter VIII, and of the sponsoring governments' amendments thereto. A small subcommittee was appointed to clarify the text under discussion. The Turkish amendment was defeated.

May 17, 1945

Committee II/1 (Veterans Building, 303, 3:35 p.m.) 415

The Committee decided to take no action on the question of selection of the deputy secretaries general of the Organization and to refer the matter to Committee III/1 and Committee I/2 with a resumé of the discussions of the fifth and sixth meetings of Committee II/1. The Committee decided that the judges of the International Court of Justice should be elected by the General Assembly in conformity with the Statutes of the International Court of Justice. Chapter V, Section B, paragraph 5, on apportionment of expenses and approval of the budget of the Organization was approved without change, following discussion.

Committee II/4 (Veterans Building, 223, 10:40 a.m.) 404

The Committee adopted rules of procedure with the object of limiting the length of discussions. It then proceeded to consider paragraph A/1 of the working paper adopted at the previous meeting (Doc. 323, II/4/12). It was decided to insert the word "political" before "economic and social" in subparagraph (1). A redraft of subparagraph (2), incorporating the word "independence", was then considered by the Committee. Discussion of this matter will be resumed at the next meeting.

Doc. No.

Committee III/1 (Veterans Building, 223, 3:45 p.m.) 417

The Committee began consideration of Section C, Chapter VI (as proposed at the Crimea Conference), on the subject of voting in the Security Council. There was a general discussion which will be continued at the next meeting.

Committee IV/1 (Veterans Building, 202, 10:50 a.m.) 418

The Committee approved the present system of nominating judges of the international court by national groups, as expressed in the left column of article 4 of the Draft Statute, submitted by the Committee of Jurists. A discussion then took place as to whether the former system of simultaneous election of judges by the Council and Assembly should be replaced by a system of election by the Assembly alone.

Committee IV/2 (Veterans Building, 202, 3:30 p.m.) 419

The Committee further discussed the topic of obligations inconsistent with the Charter of the United Nations Organization. The principle that the Charter should control in cases of incompatibility was generally acceptable. In order to determine what statement of the principle would suffice in the Charter, the matter was referred to Subcommittee IV/2/A for drafting.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED

Doc. 449 (ENGLISH)

Précis

OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 13, May 19, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

May 17, 1945

	Doc. No.
Committee I/1 (Veterans Building, 303, 8:40 p.m.)	423

The Committee continued consideration of Chapter II, with 17 members participating in the discussion. Among the subjects considered were: the principle of non-intervention, the determination of conflicts between international and domestic jurisdiction, independence and territorial integrity, non-discrimination and racial equality, sovereign equality, certain specific statements such as the Atlantic Charter, and neutrality in relation to membership in the Organization. The general discussion was declared closed and the next meeting of the Committee will be held after the drafting committee has completed a report.

Committee II/3 (Veterans Building, 223, 8:40 p.m.)	422

At its eighth meeting the Committee discussed Chapter V, Section B, paragraph 6, and Chapter IX, Section C, paragraph 1. After general discussion, these matters were referred to the drafting subcommittee.

Committee III/2 (Veterans Building, 202, 8:30 p.m.)	433

The Committee approved paragraph 4 of Chapter

Doc. No.

VIII, Section A, as amended by the sponsoring governments. It had under consideration an amendment offered by the Delegate of Belgium to this paragraph. Notice was given by the Delegate of the United States of intention to introduce a motion at the next meeting of the Committee defining the procedure for considering the amendment of the sponsoring governments to paragraph 7.

May 18, 1945

Executive Committee (Opera House, 418, 5:41 p.m.) 452

The Committee agreed to admit to the Conference a proposal (Doc. 426) submitted by the Delegation of China and a proposal (Doc. 427) submitted by the Delegation of the Ukrainian Soviet Socialist Republic. It was agreed that "Recommendations of the Secretariat", relating to the planning of the balance of the Conference's work, should be reissued by the Secretariat in the light of suggestions received from members of the Committee by 5 p.m., May 19, and should be taken up by the Steering Committee at its meeting at 2:30 p.m., May 21.

Committee I/2 (Veterans Building, 303, 10:40 a.m.) 440

Committee I/2 approved the text of a new paragraph 3 of Chapter IV (Principal Organs) providing that the Organization shall place no restrictions on the representation and participation of men and women on an equal basis. The Committee then opened discussion of Chapter X (Secretariat).

Committee II/2 (Veterans Building, 202, 10:35 a.m.) 443

The Committee resumed its discussion of paragraph 1, Section B, Chapter V, and affirmed the ninth and last question formulated by Subcommittee A at its [illegible] meeting, by 42 votes to none. The Chairman proposed that he should be empowered to set up a drafting subcommittee to prepare a revised text of paragraph 1, in the light of the nine questions already voted on by the Committee and the discussion thereon. This proposal was approved.

Doc. No.

Committee II/4 (Veterans Building, 223, 3:40 p.m.) 448

The Committee adopted the rule that the summary reports should indicate by name the delegations originating motions and amendments. Discussion of the working paper was resumed. Clauses A 1 (i) and (iii), A 2, and B 1 were adopted. The consideration of clauses A 1 (ii) and B 2 was postponed until the conclusion of consultations now in progress on the wording of these clauses.

Committee III/3 (Veterans Building, 223, 10:30 a.m.) 442

Discussion was nearly completed on the subject of whether a list of acts which constitute aggression should be incorporated in the Charter, in order to make Council action automatic under these circumstances.

Committee IV/1 (Veterans Building, 202, 3:40 p.m.) 451

Discussion was continued on the question as to whether the judges of the International Court should be elected by the General Assembly and Security Council or by the General Assembly alone. A subcommittee was appointed to report on possible amendments to assure that the rule of absolute majority would prevail for this purpose in the Security Council if it were given this function. The mandate of the subcommittee was later expanded to include study of the group of articles 4 to 12 in the draft under discussion, which bear on the election of judges.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 467 (ENGLISH)

Précis

OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 14, May 21, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

May 18, 1945

Doc. No.

Committee II/1 (Veterans Building, 303, 8:35 p.m.) 454

The Committee approved Chapter V, Section B, paragraph 1, of the Dumbarton Oaks text (each member state to have one vote in the General Assembly). It approved inclusion of an amendment incorporating the principle that a member of the Organization be deprived of all voting rights in the General Assembly if it fails to fulfil its financial obligations to the Organization within a stipulated period. The Committee discussed at length the Australian proposal that a member should be deprived of its voting rights in the Assembly for failure to carry out obligations contemplated in Chapter VIII, Section B, paragraph 5. It was agreed that further consideration be postponed on this question until the Committee had learned the recommendations of the technical committee considering Chapter VIII, Section B, paragraph 5.

Committee III/1 (Veterans Building, 223, 8:45 p.m.) 459

The Committee continued its consideration of Section C, Chapter VI, of the Dumbarton Oaks Proposals. There was a general discussion and it was decided to set up a subcommittee for purposes of study and clarification of the subject.

Doc. No.

Committee IV/2 (Veterans Building, 202, 8:30 p.m.) 450

The text of the article on privileges and immunities of the Organization, representatives of its members, and its officials, and the report of the subcommittee, which drafted the text, were approved. The proposed text will be recommended for insertion in the Charter as an addition to the Dumbarton Oaks Proposals.

May 19, 1945

Committee III/2 (Veterans Building, 202, 10:30 a.m.) 462

The Committee authorized the appointment of a subcommittee of 7 members to meet with a similar subcommittee of Committee I/1 to report on the proposal of the sponsoring governments for the transfer of paragraph 7 of Chapter VIII, Section A, to Chapter II. The Chairman named the 9 members of the subcommittee on drafting.

The United Nations Conference
on International Organization

RESTRICTED
Doc. 490 (ENGLISH)

Précis

No. 15, May 22, 1945

OF COMMITTEE PROCEEDINGS

MEETINGS OF COMMITTEES

May 21, 1945

Doc No.

Committee II/1 (Veterans Building, 303, 10:[illegible] a.m.) 494

With the exception of the provision relating to expulsion of members, the Committee approved the first sentence of paragraph 2, Section C, Chapter V, of the Dumbarton Oaks Proposals. The Committee decided to postpone the discussion of voting on expulsion of members until the Charter provisions dealing with the question of expulsion have been established by other committees. The Committee briefly discussed the question of voting in the Assembly on the restoration of the rights and privileges of members, and referred this question to Committee II/2 with a brief statement of its view that the questions of suspension and restoration of rights should be considered together.

Committee II/3 (Veterans Building, 202, 3:40 p.m.) 493

At the request of the United States Representative to reopen consideration of the statement of purposes approved in the last meeting, the Chairman asked for a specific proposal for discussion at the next meeting. There was a discussion on the composition of and voting in the Economic and Social Council.

Doc. No.

Committee III/1 (Veterans Building, 223, 10:30 a.m.) 486

The preliminary discussion of voting in the Security Council (Section C, Chapter VI, of the Dumbarton Oaks Proposals) was concluded. Several delegates explained their amendments or proposals and others gave their reasons for supporting the voting formula agreed upon at the Crimea Conference.

Committee III/2 (Veterans Building, 213, 3:30 p.m.) 498

After assurance was given that recommendations of the Security Council under paragraph 4 had no obligatory effect, the Belgian amendment to that paragraph was withdrawn. The Costa Rican and Venezuelan amendments were also withdrawn. The Iranian amendment was referred to the Coordination Committee.

Committee IV/2 (Veterans Building, 202, 10:30 a.m.) 492

The Committee discussed the problem of reconsideration (revision) of treaties, and decided to postpone further discussion on this matter which is equally before Committee II/1.

felt that the inclusion in the Charter of a principle of international law was unnecessary and would make of the Charter an instrument of codification. The matter was referred to Subcommittee IV/2/A.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 549 (ENGLISH)

Précis

OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 17, May 24, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

May 22, 1945

Doc. No.

Committee II/3 (Veterans Building, 223, 8:40 p.m.) 532

The Committee considered a draft of Chapter IX, Section A, paragraph 1, which was proposed to replace the paragraph previously accepted by the Committee. It was agreed that it would be desirable to accept the suggestion contained in the draft that educational cooperation be stated as a purpose of the Organization.

May 23, 1945

Committee I/2 (Veterans Building, 303, 10:45 a.m.) 538

The Committee approved the report of the special subcommittee on withdrawal. This report recommended the adoption of the amendment of the sponsoring governments that the faculty of withdrawal of the members should neither be provided for nor regulated and that, therefore, the Committee should abstain from inserting in the Charter a formal clause forbidding withdrawals. The Committee then discussed the election of the Secretary General and agreed that in view of the fact that the method of election of the Secretary General had been discussed and a decision taken in Committee II/1, Committee I/2 did not therefore propose to enter into a further discussion of this matter. The decision of

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED

Doc. 572 (ENGLISH)

Précis

OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 18, May 25, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

May 23, 1945

	Doc. No.
Committee III/1 (Veterans Building, 223, 8:45 p.m.)	555

Committee III/1 approved the text of paragraph 1 of Section B, Chapter VI, of the Dumbarton Oaks Proposals, with the addition of the following Canadian amendment: "The Security Council shall submit annual and, when necessary, special reports to the General Assembly for its consideration." It also approved paragraphs 2 and 3 of Section B, Chapter VI. Discussion of paragraph 4 is to be continued at the next meeting.

Committee III/4 (Veterans Building, 303, 3:30 p.m.)	576

The Committee approved the interim report of the Rapporteur on the work of Subcommittee III/4/A in amalgamating amendments. By this action it approved the text of Chapter VIII, Section C, paragraph 1, of the Dumbarton Oaks Proposals in an amended form; of Chapter VIII, Section C, paragraph 3, of the Dumbarton Oaks Proposals as originally presented; and of a new paragraph, recommended for insertion in the Charter as a new Section D to Chapter VIII, with reference to the Coordination

Doc. No.

Committee for final decision. The approval of the Rapporteur's interim report likewise included approval of an amendment to Chapter VIII, Section A, paragraph 3, of the Dumbarton Oaks Proposals as a necessary complement to the approved texts falling within the competence of Committee III/4, and of reference of this amendment to Committee III/2 with the recommendation that the proposed change be incorporated in the text under consideration by the latter Committee. The action on the interim report further included acceptance of the following recommendations: (1) to postpone consideration of Chapter VIII, Section C, paragraph 2, pending the further discussion of the possible amalgamation of pending amendments thereto; (2) to transmit the Egyptian amendment relating to the definition of regional arrangements to the Executive Committee; (3) to reject the New Zealand amendment to Chapter VIII, Section C, paragraph 1; and (4) that the amendments of the Latin American states to Chapter VIII, Section C, paragraph 1, and the Australian amendment proposing a new Section D to Chapter VIII require no further consideration.

Committee IV/2 (Veterans Building, 202, 8:30 p.m.) 554

It was decided that since Committee II/2 had already approved the inclusion of a provision in the Charter giving the Assembly power to encourage the development of international law, no action was required in Committee IV/2. The Committee referred to Subcommittee IV/2/A the question whether the Charter should include an article concerning the juridical status of the Organization.

May 24, 1945

Committee I/2 (Veterans Building, 303, 3:40 p.m.) 574

Committee I/2 voted in favor of providing in the Charter for a specific term of office for the Secretary General. A motion stipulating a term of five years went by default

Doc. No.

Committee II/1 concerning the term of office of the Secretary General was noted but the Committee was unwilling to restrict its freedom to make recommendations on subjects within its competence. The discussion will be resumed at the next meeting.

Committee II/2 (Veterans Building, 202, 10:35 a.m.) 536

The Committee continued its discussion of paragraph 6, Section B, Chapter V, of the Dumbarton Oaks Proposals, on the basis of the questions of principle formulated in the second report of Subcommittee A (Doc. 416, II/2/A/3). The Committee decided in the negative the question whether the Assembly should be authorized to initiate studies and make recommendations for the purpose of preventing economic aggression. The question whether the Assembly should have sovereign competence to interpret the Charter was referred to Committee IV/2 for an opinion on the general problem of interpretation. The Committee then proceeded to consider the Assembly's powers to initiate and submit general conventions to member states for ratification by the appropriate constitutional procedures, and adjourned without reaching a decision.

Committee II/4 (Veterans Building, 223, 3:35 p.m.) 552

Committee II/4 at its ninth meeting continued discussion of the working paper relating to international trusteeship (Doc. 323, II/4/12). The Committee approved paragraphs B.3, 4, and 7 as amended and postponed action on paragraphs 5 and 6. Discussion of paragraph 8 was commenced.

Committee III/3 (Veterans Building, 223, 10:40 a.m.) 539

Amendments concerning special measures to be taken by the Security Council prior to application of sanctions and amendments concerning economic and other non-military sanctions were discussed. The Committee agreed to postpone until May 25 discussion of the redraft of paragraphs 1 and 2 of Section B, Chapter VIII, prepared by Subcommittee III/3/B.

Doc. No.

Committee IV/1 (Veterans Building, 202, 3:30 p.m.) 548

The Committee approved in principle the retention of the system of simultaneous election of judges by majority vote of the General Assembly and the Security Council, stipulating that in the Security Council there should be no distinction between the votes of permanent and non-permanent members. The articles dealing with this subject were referred to a subcommittee for further drafting. The Committee also approved article 14 of the Statute as drafted by the Jurists Committee, dealing with vacancies on the Court, and article 18, dealing with the removal of judges. It has under consideration the question of privileges and immunities for judges and other officers of the Court.

Doc. No.

when the Committee adopted the proposal of the sponsoring governments for a three-year term of office with provision for the eligibility of the incumbent Secretary General for reelection. The Committee accepted a motion to provide for deputy secretaries general in the Charter.

Committee II/2 (Veterans Building, 202, 3:33 p.m.) 571

The Committee resumed its discussion of paragraph 6, Section B, Chapter V, of the Dumbarton Oaks Proposals. It rejected, under the two-thirds rule, by 25 affirmative votes to 13 negative on a roll call a proposal, based on a Belgian amendment, and formulated as a question by Subcommittee A, to give the Assembly power to submit general conventions to members for ratification or rejection by their appropriate constitutional procedures. After further brief discussion the Committee rejected four related proposals deriving from the same amendment.

Committee II/3 (Veterans Building, 223, 10:40 a.m.) 567

The proposed amendment to the redraft of subparagraph (a) of IX, A, 1, proposed by the United States, was withdrawn, and it was agreed to insert in the report of the Rapporteur a statement that the Committee agreed the Economic and Social Council would not interfere in the domestic affairs of any member country. The Committee approved redrafts of IX, C, and V, B, 7, and the sponsoring governments' amendment to V, B, 7. It also recommended that Committee II/1 consider the question of financial and budgetary arrangements of the Organization with specialized organizations. The Committee also discussed the desirability of including in the Charter functions relating to reconstruction and access to raw materials.

Committee III/3 (Veterans Building, 223, 3:45 p.m.) 577

Doc. No.

Final action on an amendment to change "national air force contingents" to "national air force or mixed contingents", in paragraph 6, Section B, Chapter VIII, was postponed. The amendment of the four sponsoring governments to paragraph 9, Section B, Chapter VIII, was unanimously approved. Two other amendments to paragraph 9, apropos of the relations between regional and central military staff committees, were discussed, but voting was postponed until the next meeting.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 602 (ENGLISH)

Précis
OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 19, May 26, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

May 24, 1945

Doc. No.

Committee II/4 (Veterans Building, 223, 8:35 p.m.) 580

At its tenth meeting the Committee continued discussion of the working paper. Paragraphs B, 5, and B, 8, as amended, were adopted, and paragraph B, 9, was adopted without amendment. The drafting subcommittee will hold its first meeting on May 25.

Committee IV/1 (Veterans Building, 202, 8:30 p.m.) 581

The Committee amended article 42 of the draft Statute of the Court in order to grant necessary immunities to agents and counsel of parties. It approved the report of Subcommittee IV/1/C recommending amendments to articles 8-12 providing that voting in the Security Council for the election of judges would be without distinction between permanent and non-permanent members. Articles 4, 5, 6, and 8-12 of the draft relating to nomination and election of judges were approved. The Committee adopted an amendment to article 3, providing that in case of doubt a person shall be considered a national of that state or member of the United Nations in which he ordinarily exercises civil and political rights. This amendment operates as an interpretive amendment for purposes of articles 3, 5, 10, and 31. Article 34, which relates to access to the Court, is under discussion.

Doc. No.

May 25, 1945

Committee II/1 (Veterans Building, 303, 10:42 a.m.) 594

Committee II/1 received the report of the drafting committee and approved the text of provisions to be inserted in Chapter V, Section A, and paragraphs 2 and 4 of Section B. At the request of Committee II/3 the discussion on the subject of the budget was reopened. It was agreed to refer the question to the drafting subcommittee for further consideration, in consultation with representatives of Committee II/3.

Committee II/3 (Veterans Building, 223, 3:40 p.m.) 599

The Committee discussed the French proposal for a conference to set up an international organization for cultural cooperation. The proposal met with the general approval of the Committee. Revised texts of IX, B, and V, B, 6, were approved. The drafting subcommittee was instructed to draft a provision to require regional arrangements to conform to the general principles of Chapter IX. At the request of the Chairman, the representative of the United Nations Food and Agriculture Organization addressed the Committee.

Committee III/1 (Veterans Building, 223, 10:40 a.m.) 597

The Committee approved paragraphs 4 and 5, Section B, Chapter VI, of the Dumbarton Oaks Proposals, and rejected proposed additional paragraphs of Section B. It was agreed not to meet on May 26 since Subcommittee III/1/B was not yet ready to make a report.

Committee III/3 (Veterans Building, 223, 6 p.m.) 600

A Peruvian amendment providing for Military Staff Committee consultation with regional agencies in setting up its regional subcommittees was adopted. The Uruguayan amendment to VIII, B, 9 was then withdrawn. A subcommittee draft of paragraphs 1 and 2 of Section B, Chapter VIII, was withdrawn in order to permit consideration of a simplified Chinese draft text.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 632 (ENGLISH)

Précis

No. 20, May 28, 1945

OF COMMITTEE PROCEEDINGS

MEETINGS OF COMMITTEES

May 25, 1945

Doc. No.

Committee I/2 (Veterans Building, 303, 8:45 p.m.) 604

A motion to retain in the Charter provision for expulsion from membership in the Organization failed to receive a vote of two thirds and was accordingly rejected. The Committee accepted the text recommended by the special subcommittee to replace the provision dealing with suspension in the Dumbarton Oaks Proposals (Chapter V, Section B, paragraph 3).

Committee II/2 (Veterans Building, 202, 8:42 p.m.) 613

Mr. W. F. Chipman (Canada) took the Chair in the absence of the Chairman. The Committee began the discussion of paragraph 8, Section B, Chapter V, of the Dumbarton Oaks Proposals, on the basis of questions of principle formulated in the third report of Subcommittee A (Doc. 476, II/2/A/4). It affirmed question 1 as follows: Should the Security Council report to the Assembly on any matters concerning international peace and security with regard to which it has adopted and/or applied measures which have been deemed necessary? The Committee then discussed question 2 as follows: Should the Security Council be required to submit periodic and special reports, setting forth a detailed account, with reasons, of all of its acts and decisions? A motion to withdraw this question and to substitute

an amendment already adopted in Committee III/1 was rejected, as was a French amendment to question 2 as formulated. Finally the Committee voted on question 2 in its original form, and negatived the question under the two-thirds rule.

May 26, 1945

Committee I/2 (Veterans Building, 213, 6 p.m.) 617

Committee I/2 commenced a discussion on the first reading of the report of the Rapporteur on Chapter III.

Committee II/1 (Veterans Building, 303, 3:30 p.m.) 621

Committee II/1 received the second report of the drafting subcommittee and approved the text of provisions to be inserted in Chapter V, Section B, paragraph 5; Section C, paragraphs 1 and 2; and Section D, paragraphs 1, 2, and 3. The Committee then proceeded to consider the draft report of the Rapporteur.

Committee III/3 (Veterans Building, 223, 10:30 a.m.) 623

The Chinese draft of paragraphs 1 and 2, Section B, Chapter VIII, was approved (WD 30). Two proposed amendments to enlarge the Military Staff Committee were withdrawn in view of prior Committee approval of the creation of regional subcommittees of the Military Staff Committee. A third amendment to this end was defeated. Discussion was initiated concerning the special agreements to be made by Organization members as specified in VIII, B, 5.

Committee IV/1 (Veterans Building, 202, 10:45 a.m.) 615

The Committee decided that Chapter VII of the Charter should contain provisions to the effect (1) that the Statute of the International Court of Justice is based upon the Statute of the Permanent Court of International Justice, (2) that all parties to the Charter are ipso facto parties to the Statute of the International Court of Justice, and (3) that conditions under which parties to the Statute of the Court shall be determined in each case by the General Assembly upon recommendation of the Security Council.

Doc. No.

the French amendment to include specific reference to the problems of access on equal terms to trade, raw materials, and capital goods.

Committee III/2 (Veterans Building, 202, 10:55 a.m.) 674

The report of Subcommittee III/2/C on the disposition of the amendment of the sponsoring governments relating to Chapter VIII, Section A, paragraph 7, was received and approved. Further consideration of the first sentence of paragraph 6 was postponed pending final action by Committee IV/1 on the question of the compulsory jurisdiction of the Court. The second sentence of paragraph 6 was adopted and referred to the subcommittee on drafting.

fifth question was amended and affirmed in its amended form as follows: "Subject to the provisions of paragraph 1 of this Section, should the General Assembly be empowered to submit recommendations to the Security Council with a view to insuring the complete observance of the duties of the Security Council inherent in its responsibility to maintain international peace and security?" The Committee then discussed the report submitted by its drafting subcommittee, on the redrafting of paragraph 1, Section B, Chapter V. The discussion was still in progress when the meeting adjourned.

Committee II/3 (Veterans Building, auditorium, 10:40 a.m.) 658

The Committee discussed at length the declaration submitted by the Brazilian and Chinese Delegations proposing an international health conference. This declaration met with the unanimous approval of the Committee. The remainder of the meeting was devoted to a general discussion of Chapter IX, Section A, paragraph 2, and Chapter IX, Section D, paragraphs 1 and 3.

Committee III/3 (Veterans Building, 223, 10:30 a.m.) 649

Amendments relating to the special military agreements and the costs of enforcement action were considered. Decision upon the Chilean amendments in both categories was postponed as was discussion of the French amendment concerned with the special military agreements. The South African amendment stipulating that the costs of enforcement action should be paid by the aggressor nation was defeated.

Committee IV/1 (Veterans Building, 202, 3:30 p.m.) 661

The Committee discussed the question of the jurisdiction of the International Court of Justice. Views were expressed favoring (1) retention of the phraseology of article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice, including existing adherences to the "optional clause"; (2) adoption of compulsory jurisdiction; and (3) a compromise including the principle of compulsory jurisdiction, but with stated reservations. The Committee concluded its discussion by appointing a subcommittee to give the question further consideration.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
RESTRICTED
Doc. 662 (ENGLISH)

Précis
OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 22, May 30, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

May 28, 1945

Doc. No.

Committee II/1 (Veterans Building, 303, 8:30 p.m.) 660

The Committee approved the revised draft of the report of the Rapporteur. Recommendation of the Delegate of Peru that the Charter include provisions for public meetings of the General Assembly open to the press will be referred to the Coordination Committee. The list of subjects now being considered by other technical committees which may require subsequent action by Committee II/1 was presented by the Secretary.

Committee III/1 (Veterans Building, 223, 8:40 p.m.) 668

Committee III/1 voted to add a sixth paragraph to Section B of Chapter VI of the Dumbarton Oaks Proposals, providing that the Security Council should participate in the election of judges according to the Statute of the International Court of Justice. The Committee also approved, with slight changes, the draft report of the Rapporteur concerning Section A, Chapter VI, of the Dumbarton Oaks Proposals.

Committee IV/2 (Veterans Building, 202, 8:30 p.m.) 664

Committee IV/2 discussed the question of interpretation of the Charter which was referred to it by Committee II/2. Discussion centered around the method and procedure of interpretation. Several delegates expressed the opinion that a statement in the Charter setting forth the authority for interpretation would be necessary. It was decided
2737 to submit the question to a subcommittee which

The United Nations Conference on International Organization

Doc. 697 ***RESTRICTED*** (ENGLISH)

Précis

No. 23, May 31, 1945

OF COMMITTEE PROCEEDINGS

MEETINGS OF COMMITTEES

May 30, 1945

Doc. No.

Committee II/3 (Veterans Building, 223, 3:40 p.m.) 699

The Committee considered the revised version of Chapter IX, Section A, paragraph 1 (1) (the Pledge), and referred it back to the drafting subcommittee with instructions to produce language which would meet with unanimous approval. It then continued debate on the French amendment to Chapter IX, Section A, on access to trade, raw materials, and capital goods.

Committee IV/1 (Veterans Building, 314, 6 p.m.) 701

The Committee decided in principle that the International Court of Justice should be empowered to render advisory opinions upon the request of either the Security Council or the General Assembly. The remainder of the meeting was devoted to a discussion of whether the appropriate provisions should be in the Statute or in the Charter, and, if in the latter, whether consideration of the provisions should be left to the committees dealing with the Assembly and the Security Council.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED

Doc. 718.(ENGLISH)

Précis

OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 24, June 1, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

May 30, 1945

	Doc. No.
Committee II/2 (Veterans Building, 202, 8:35 p.m.)	707

The Committee adopted the second report of Subcommittee B (Doc. 677, II/2/B/9), containing the redraft of paragraph 8, Section B, Chapter V, of the Dumbarton Oaks Proposals, by 26 affirmative votes against 3 negative votes.

The Committee considered the questions of principle, relating to procedures for the suspension and restoration of rights of members of the Organization, formulated by Subcommittee A in its second report (Doc. 416, II/2/A/3). None of these questions was affirmed.

The consideration of procedures for the expulsion of members of the Organization was deferred.

Committee III/3 (Veterans Building, 223, 8:35 p.m.)	704

With reference to Chapter XII, an amendment to include France with the four signatories of the Moscow Declaration as the parties responsible for joint interim action on behalf of the Organization was passed by acclamation. An amendment to the effect that interim provisional measures should not constitute precedents was withdrawn with the proviso that it would be stated in

Doc. No.

principle in the Rapporteur's report to Commission III. An amendment to embody Chapter XII in a separate protocol was defeated. It was agreed that four other amendments to Chapter XII would be referred to other committees for action. The two paragraphs of Chapter XII were referred to a subcommittee for clarification.

May 31, 1945

Committee II/4 (Veterans Building, 223, 10:30 a.m.) 712

Committee II/4 at its eleventh meeting on May 31 adopted in principle the text of paragraph A, 1, of the working paper (Doc. 323) with the understanding that a proposal would be made at a later meeting to amend the statement of basic objectives in paragraph B, 2, by inserting in particular the word "independence". An amendment to paragraph A, 1, offered by the Delegate for China at an earlier meeting was withdrawn. The text of paragraph A,1, was referred to the drafting subcommittee with an enlarged membership to resolve certain ambiguities in wording.

Consideration of an amendment to paragraph B, 6, offered by the Delegate for Egypt was postponed. With this reservation paragraph B, 6, was adopted.

Committee IV/1 (Veterans Building, 202, 11:20 a.m.) 714

The Committee adopted a proposal to empower the General Assembly and the Security Council to request advisory opinions of the International Court of Justice on any legal question, and agreed to insert it in Chapter VII of the Charter. The Committee also adopted a new paragraph for article 65 of the Statute of the Court, giving the Court power to render advisory opinions on legal questions at the request not only of the Assembly and the Council but of anyone who may be authorized by the Charter to make such a request.

Committee IV/2 (Veterans Building, 202, 4:30 p.m.) 721

Committee IV/2 considered the question of what should be the effective date of the Charter.

The Committee voted to submit to a drafting subcommittee the problem of formulating a text for insertion in the Charter. It was generally agreed that those states whose governments had not ratified the Charter would not be bound by its provisions even after it had become effective in itself by having been ratified by the permanent members of the Security Council and a majority of the other signatories. The Committee decided not to discuss the text recommended by Subcommittee IV/2/A on obligations inconsistent with the Charter until it has had time to study the report of the subcommittee.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED

Doc. 743 (ENGLISH)

Précis

OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 25, June 2, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

May 31, 1945

Doc. No.

Committee II/3 (Veterans Building, 223, 8:40 p.m.) 725

The Committee approved redrafts of IX, A, 2, IX, D, 1, and IX, D, 2. The question of access to raw materials and capital goods was deferred. There was considerable discussion on IX, D, 3.

June 1, 1945

Comittee I/1 (Veterans Building, 314, 3:45 p.m.) 742

Committee I/1 heard the report of the Rapporteur on the work and recommendations of its drafting subcommittee relative to Chapter I of the Dumbarton Oaks Proposals. The Committee voted 32 to 4 to accept the text of paragraph 1, Chapter I, as presented by the drafting subcommittee with the additional amendment of the insertion of the words "or of situations" following "international disputes"

Committee I/2 (Veterans Building, 303, 10:45 a.m.) 732

The Soviet Delegate proposed that the matter of deputy secretaries-general, on which the Committee had voted on May 24, be referred to the Steering Committee. The Chairman stated that, under the standing orders of the Conference, the chairmen of delegations have the right to refer matters to the Steering Committee.

The Rapporteur (General) presented to the Committee the draft report of the subcommittee on the Secretariat. The Committee adopted unanimously for inclusion in Chapter X as paragraph 2 a provision for the Secretary-General to act in that capacity in all meetings of the General Assembly, of the Security Council, of the Economic and Social Council, and of the Trusteeship Council, and to perform such other functions as are or may be entrusted to him by the Organization. The same paragraph also requires the Secretary-General to make an annual report to the General Assembly on the work of the Organization.

The Committee started discussion on a provision that the Secretary-General may bring to the attention of the Security Council any matter which in his opinion might threaten international peace and security.

Committee II/2 (Veterans Building, 202, 10:40 a.m.) 748

The Committee resumed consideration of paragraph 6, Section B, Chapter V, with special reference to the revision of treaties. As the question of the Committee's jurisdiction had been raised at an earlier meeting, there was some objection to this course, but the objection was voted down. The Committee had before it three questions based upon amendments submitted by participating governments and formulated by Subcommittee A in its second report (Doc. 416, II/2/A/3), but the actual discussion was concerned chiefly with the general question of the desirability of including in the Charter a specific provision regarding treaty revision. The meeting adjourned without concluding this discussion.

Committee II/3 (Veterans Building, 303, 3:40 p.m.) 747

The Committee approved the new pledge clause which had been agreed to by the United States and Australia. It then resumed discussion of Chapter IX, Section D, paragraph 3, on what rights should be accorded to non-members to participate in the deliberations of the Council.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 760 (ENGLISH)

Précis

OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 26, June 4, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

June 1, 1945

	Doc. No.
Committee IV/1 (Veterans Building, 202, 3:45 p.m.)	759

The subcommittee presented a report on article 36 of the Statute of the International Court of Justice, containing a draft text for the article, following with slight modifications that of article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice. It thus provides that the Court's jurisdiction shall be contingent upon the consent of the parties, except as to those States which make declarations accepting compulsory jurisdiction. On a vote on the principle of retaining optional jurisdiction, there were 26 for and 16 against, so the proposition failed to obtain the necessary two-thirds. On a motion to adopt the subcommittee's proposal, a two-thirds majority was obtained, several delegates stating that they voted in this way to prevent an impasse.

June 2, 1945

Committee I/1 (Veterans Building, 303, 10:30 a.m.)	756

Committee I/1 approved articles 2, 3, and 4 of Chapter I, as submitted by the drafting committee, with the exception that article 4 was modified in the English text only to read: "To be a center for harmonizing the actions of nations in the achievement of these common ends".

should prepare a report to be presented to the full Committee.

May 29, 1945 Doc. No.

Committee I/2 (Veterans Building, 303, 3:45 p.m.) 683

Committee I/2 continued its discussion of Chapter XI (Amendments). At the meeting on May 28, the Australian Delegate had proposed that a subcommittee of 15, including delegates of the governments which had offered proposals on Chapter XI, be created for the purpose of studying and reporting to the Committee on Chapter XI, and the related proposals. The Cuban Delegate moved that paragraph 3 of the amendment of the sponsoring governments on Chapter XI be divided into four parts and a vote be taken on each. After extended discussion of Chapter XI and the amendment of the sponsoring governments, the Committee voted 19 to 12 in favor of the Australian proposal for the creation of the subcommittee.

Committee II/2 (Veterans Building, 202, 3:41 p.m.) 686

The Committee continued its discussion of the report of Subcommittee B (Doc. 601, II/2/B/4). The Subcommittee, having failed to reach agreement, put three questions to Committee II/2. The point raised by these questions was whether the redraft of paragraph 1, Section B, Chapter V, of the Dumbarton Oaks Proposals, submitted by the four sponsoring governments and France, should be preceded by a short paragraph giving the General Assembly the right to consider any question within the sphere of international relations; and whether or not that sphere should be qualified by the words "which affects the maintenance of international peace and security." After a closely integrated debate, the Committee approved the proposed addition to the five-power redraft, without the insertion of the qualifying phrase. The Committee then adopted the remainder of the five-power redraft, with one small change.

Committee II/3 (Veterans Building, 223, 10:40 a.m.) 684

The Committee discussed the fifth and sixth reports of the drafting subcommittee so far as they dealt with Chapter IX, Section A, paragraphs 1 and 2. It approved revised texts of the last sentence of paragraph 1 and of subparagraph b of paragraph 1. In connection with the proposal to add a new paragraph to Section A, the Committee discussed at length

390

Doc. No.

Committee II/4 (Veterans Building, 223, 3:40 p.m.) 735

Committee II/4, at its twelfth meeting on June 1, adopted the amendment to paragraph B, 6, proposed by the Delegate of Egypt at a previous meeting. Paragraphs B, 10, and B. 13, were then adopted, each with an amendment proposed by the Delegate of the United States. As the remaining paragraphs in Section B of the working paper were still the subject of informal consultation, the Committee then adjourned.

The United Nations Conference
on International Organization

RESTRICTED
Doc. 890 (ENGLISH)

Précis

No. 32, June 11, 1945

OF COMMITTEE PROCEEDINGS

MEETINGS OF COMMITTEES

June 8, 1945

Doc. No.

Committee II/3 (Veterans Building, 223, 10:30 a.m.) 876

The Committee approved the draft report of the Rapporteur, with slight modifications. It was agreed to delete a paragraph in the report on the International Labor Organization. The Committee has now finished its deliberations.

Committee II/4 (Veterans Building, 223, 8:35 p.m.) 877

The Committee considered paragraphs B-2, B-11, and B-12 for the first time, adopting each of them in a new form proposed by the Delegate for the United States. It also reconsidered two paragraphs, B-3 and B-5, each of which was amended.

Committee III/3 (Veterans Building, 303, 8:45 p.m.) 878

The Committee considered the draft text of the Rapporteur's report to Commission III on Chapter VIII, Section B, and, with minor amendments, approved it.

Committee III/4 (Veterans Building, 202, 3:30 p.m.) 889

The Committee approved the final report of the Rapporteur on the work of Subcommittee III/4/A. By this action it (a) approved the text of Chapter VIII, Section C, paragraph 2, of the Dumbarton Oaks Proposals as amended by an amalgamation of amendments presented by the four sponsoring

Doc. No.

Committee III/3 (Veterans Building, 223, 3:30 p.m.) 765

A new paragraph for insertion between paragraphs 4 and 5, Section B, Chapter VIII, on the ad hoc participation of non-members of the Council in Council enforcement decisions, was unanimously approved. Chapter XII, Transitional Arrangements, was discussed and referred to the Steering Committee for guidance.

June 4, 1945

Committee II/3 (Veterans Building, 223, 3:30 p.m.) 780

The Committee received the ninth report of the Drafting Subcommittee. The Committee adopted a text for Chapter IX, Section A, paragraph 2, and two additional sentences to be added to Chapter IX, Section D, paragraph 5. It agreed to have placed in the record a statement of the Brazilian Delegation in regard to strengthening the position of the Economic and Social Council, a declaration of the United States regarding traffic in dangerous drugs, and a declaration by the Delegate from Panama regarding the question of migration. The Committee agreed with its Subcommittee that it will be unnecessary to include in the Charter a specific provision for making regional forms of cooperation in social, economic, and related fields consistent with the purposes set forth in Chapter IX.

Committee III/3 (Veterans Building, 223, 10:35 a.m.) 782

The Committee unanimously approved nine paragraphs, 3-11, of Section B, Chapter VIII. Each paragraph was approved in its original form with the exception of paragraph 5, which was approved in a redrafted form, and of paragraph 9, which had previously been amended by the sponsoring governments and by the Delegate of Peru.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 942 (ENGLISH)

Précis

OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 34, June 13, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

June 11, 1945

Doc. No.

Committee I/1 (Veterans Building, 303, 8:45 p.m.) 926

The Rapporteur's draft report to Commission I was read. After hearing several amendments to the report proposed, the Chairman requested that further amendments be submitted in writing within 24 hours to the Rapporteur. The report was accepted by an affirmative vote of 36. The Committee agreed upon procedure for the meeting of Commission I scheduled for June 14.

The Australian Delegation presented an amendment to the exception at the end of Article 8, Chapter II, as follows: "But this principle shall not prejudice the application of enforcement measures under Chapter VIII, Section B." Discussion on the amendment was postponed until the next meeting.

Committee III/1 (Veterans Building, 223, 4 p.m.) 922

Discussion of the voting procedure in the Security Council, as interpreted by the Statement by the delegations of the four sponsoring governments, was continued. It was agreed that two meetings of the Committee should be held on June 12 in the hope that a vote could be taken on Section C, Chapter VI.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 802 (ENGLISH)

Précis
OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 28, June 6, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

June 4, 1945

Doc. No.

Committee I/1 (Veterans Building, 303, 3:40 p.m.) 784

The Rapporteur presented to Committee I/1 his report on the deliberations and decisions of the drafting subcommittee relating to the text of Chapter II of the Charter. Committee I/1 voted to accept paragraphs 1, 2, and 3 of Chapter II as presented by the drafting subcommittee in Document 656, with the exception that, as provided in the Bolivian amendment, in paragraph 3 the words "and justice" be inserted following the words "international peace and security".

Committee I/2 (Veterans Building, 303, 8:40 p.m.) 789

Committee I/2 concluded consideration of the report of its subcommittee on Chapter X (The Secretariat). Discussion centered around the question whether there should be in the Charter specific provisions regarding the selection and employment of the staff of the Secretariat or whether these provisions should be left to staff regulations. The Committee agreed to the decision of its subcommittee that such provisions should be included in the Charter and adopted the recommended text of paragraph 5 of Chapter X covering the matter.

June 12, 1945 Doc. No.

Committee I/2 (Veterans Building, 303, 3:45 p.m.) 941

Mr. Oreamuno of Costa Rica replaced, as Chairman of Committee I/2, Mr. Bonilla Lara, who departed from the Conference on June 9. At the request of the Steering Committee, Committee I/2 reconsidered its vote of May 25 to omit from the Charter provision for expulsion of members from the Organization. The Belgian Delegate proposed that provision for expulsion be omitted from the Charter. The Committee rejected the Belgian proposal by a vote of 16 to 21.

Committee III/1 (Veterans Building, 223, 10:45 a.m.) 936

The meeting was devoted to a continuation of the discussion of the voting procedure in the Security Council, as interpreted by the Statement of the delegations of the four sponsoring governments.

Committee IV/2 (Veterans Building, 202, 4:45 p.m.) 934

Committee IV/2, at its sixteenth meeting, approved unanimously and without change the draft report of its Rapporteur as recommended by Subcommittee IV/2/A. The draft report summarized the Committee's work on Privileges and Immunities, Registration and Publication of Treaties, Obligations Inconsistent With the Charter, Reconsideration of Treaties, Development of International Law, Relation of International Law and the Charter to Internal Law, Interpretation of the Charter, Juridical Status of the Organization, and Coming Into Force of the Charter. Felicitations were exchanged by the Delegates, the Chairman, the Rapporteur, the secretaries, and Judge Hudson on the successful and happy conclusion of the Committee's work.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 874 (ENGLISH)

Précis

No. 31, June 9, 1945 **OF COMMITTEE PROCEEDINGS**

MEETINGS OF COMMITTEES

June 7, 1945

Doc. No.

Committee I/1 (Veterans Building, 303, 10:30 a.m.) 856

Committee I/1 considered the suggestions which had been made by several governments concerning the name of the world Organization for which the Charter is now being drafted. After considerable discussion the Committee decided by a rising vote of acclamation to recommend "The United Nations" as a tribute to the late President Roosevelt who had coined the phrase.

The Committee then decided to give consideration to proposals of the Delegates of Uruguay and Egypt. The Delegate of Uruguay proposed an addition to Chapter II which would obligate the members to enforce the rights of man within their own countries; the Delegate of Egypt proposed an addition to Chapter I which would include the study of legal problems among the purposes of the Organization. Both proposals were rejected.

Committee IV/1 (Veterans Building, 202, 8:55 p.m.) 864

The Committee adopted Articles 69 and 70 of the Statute of the International Court, using a Peruvian proposal as the basis therefor. Under Article 69, the method for amending the Charter is made to apply to amendment of the Statute, except that the General Assembly may make special

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 1031 (ENGLISH)

Précis

No. 38, June 17, 1945 **OF COMMITTEE PROCEEDINGS**

MEETINGS OF COMMITTEES

June 15, 1945

Doc. No.

Committee I/2 (Veterans Building, 223, 8:30 p.m.) 1022

At its twenty-fifth meeting, Committee I/2 considered the recommendations of Subcommittee I/2/E on amendments. The Committee voted 41 to 1 for a provision in the Charter for a special conference to revise the Charter. It also adopted, 44 to 0, the Subcommittee's recommendation that the special conference should be called by vote of two thirds of the General Assembly and of any seven members of the Security Council.

Consideration of a United States proposal to place the calling of such a conference on the agenda of the tenth session of the Assembly was postponed. The Committee debated recommendations that decisions of the special conference be taken by two-thirds vote and that they require ratification by all permanent members of the Security Council plus either a majority or two thirds of the other members of the Organization. A proposal was made that the Charter should contain no provision as to the procedure of the special conference or ratification of its decisions. No decision was reached on these matters.

Committee III/2 (Veterans Building, 202, 8:40 p.m.) 1029

Committee III/2 adopted Articles 3 and 5 of the proposed text of the chapter on pacific settlement

Doc. No.

Committee II/2 (Veterans Building, 202, 8:42 p.m.) 790

Committee II/2 terminated its discussion on the three questions of principle, contained in the second report of Subcommittee A (Doc. 416, II/2/A/3), relating to proposals that the Assembly be empowered to recommend the revision of treaties, by voting 37 to 1 that the questions be withdrawn. In the discussion which preceded the vote, views were expressed ranging from total opposition to any mention of revision, through support for an interpretation of paragraph 6, Section B, Chapter V (as amended by the Committee at its second meeting), in the sense that it gave the Assembly power to recommend revision of treaties which might injure good international relations, to support for the specific insertion of the power of the Assembly to recommend revision. A motion to refer the matter back to Subcommittee A was defeated.

June 5, 1945

Committee I/1 (Veterans Building, 303, 3:35 p.m.)

Committee I/1 continued its discussion of Chapter II beginning with paragraph 4. After approving a change in the English text so that the last line would read "the Organization" instead of "the United Nations", the Committee adopted the paragraph unanimously. The Committee then considered an amendment submitted by the Delegate of New Zealand, which had the purpose of obligating members to resist collectively every act of aggression against any member. A sub-amendment which had the purpose of guaranteeing the political independence and territorial integrity of members was proposed by the Delegate of Panama. Both proposals failed to obtain the two-thirds majority required for adoption. The Committee then discussed and adopted unanimously paragraphs 5, 6, and 7, with the understanding that certain explanations of paragraph 7 would be included in the report of the Rapporteur. It was decided to postpone consideration of paragraph 8 concerning domestic jurisdiction, and to begin consideration of the Preamble at the next meeting of the Committee.

Committee IV/1 (Veterans Building, 202, 10:45 a.m.) 801

The Committee approved the report of Subcommittee IV/1/D on Article 36 of the Statute of the International Court of Justice adopted at the

previous meeting. It decided by 32 against 4 to reject an amendment of Venezuela to Article 34, which proposed to give the Court competence on conflicts of jurisdiction among the intergovernmental international organizations or offices dependent on the United Nations. Another Venezuelan amendment giving the Court power to act as a Court of Appeal over cases tried by international administrative tribunals was taken under consideration. Discussion of this amendment will be taken up at the next meeting.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 987 (ENGLISH)

Précis

No. 36, June 15, 1945 **OF COMMITTEE PROCEEDINGS**

MEETINGS OF COMMITTEES

June 13, 1945

	Doc. No.
Committee I/1 (Veterans Building, 303, 3:40 p.m.)	976

Committee I/1, at its sixteenth meeting, discussed paragraph 8 of Chapter II, which embodies proposed paragraph 7, an amendment of the four sponsoring governments. The principal discussion centered around an Australian amendment to add the words "enforcement measures under" before the word "Chapter" in this paragraph. The amendment suggested by the Australian Delegate ran thus: "But this principle shall not prejudice the application of enforcement measures under Chapter VIII, Section B." After extensive debate, the Australian amendment was accepted by 31 votes in favor to 3 against, with 5 abstentions.

Committee I/2 (Veterans Building, 303, 8:45 p.m.)	974

Committee I/2, in reconsidering its previous vote on deputy secretaries-general, adopted Chapter X, paragraph 1, sentences 1 and 2, of the Dumbarton Oaks Proposals. The Committee rejected the Soviet proposal to include in the Charter provision for five deputy secretaries-general and the amendment of the sponsoring governments to include in the Charter provision for four deputy secretaries-general.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED
Doc. 826 (ENGLISH)

Précis
OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 29, June 7,1945

MEETINGS OF COMMITTEES

June 5, 1945

Doc. No.

Committee I/1 (Veterans Building, 303, 8:30 p.m.) 817

Committee I/1 considered the draft Preamble submitted by Subcommittee I/1/A. After incorporating a Belgian amendment into paragraph 3 and making minor editorial changes in the text, the Committee agreed to send the approved text to the Coordination Committee with observations relative to the casting of certain phrases.

June 6, 1945

Committee I/2 (Veterans Building, 303, 10:55 a.m.) 797

Committee I/2 considered alternative drafts of the second sentence of paragraph 1, Chapter III, and of paragraph 3, Chapter IV, which had been suggested by the Coordination Committee. The suggested draft of the second sentence of paragraph 1, Chapter III, was approved unanimously. The Committee approved a revised draft of paragraph 3, Chapter IV, proposed jointly by the Delegates of Cuba and the Ukrainian Soviet Socialist Republic.

Committee II/2 (Veterans Building, 202, 10:39 a.m.) 816

The Committee discussed the fourth report of Subcommittee A (Doc. 729, II/2/A/5), which dealt with various matters referred to Committee II/2 by other committees. Committee II/2 concurred

in two recommendations made by Committee IV/1 at its meeting on May 31 regarding power to obtain advisory opinions from the International Court, so far as these recommendations related to the powers of the Assembly. The Committee replied in the affirmative to the question whether the General Assembly should have power to authorize international agencies to obtain advisory opinions from the Court on legal problems arising within the scope of their activities.

The Delegation of Ecuador, after brief discussion, withdrew an amendment concerning the establishment of regional commissions of conciliation which its Government had put forward. A proposal enabling the Secretary-General to draw the attention of the Assembly to any matter which he believes may threaten international peace and security was by consent withdrawn from the agenda.

Committee IV (Veterans Building, 202, 3:30 p.m.) 828

The Committee approved article 34 of the Statute which provides that only states or members of the United Nations may be parties in cases before the Court. It also approved article 35 which provides that the Court shall be open to members of the United Nations and to states parties to the present Statute.

According to the Committee's decision, article 36 of the Statute is amended by adding a new paragraph which requires that declarations concerning the jurisdiction of the Court be deposited with the Secretary-General of the United Nations. It was also provided in the same article that declarations made under article 36 of the Statute of the Permanent Court of International Justice and which are still in force shall be deemed, as between the parties to the new Statute, to be acceptances of the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice for the period during which they still have to run and in accordance with their terms.

Article 38 of the Statute, which enumerates the bases of the decisions of the Court, was adopted as approved by the Committee of Jurists except that the first paragraph was amended so as to refer to the fact that the function of the Court is to decide cases in accordance with international law. It was agreed by the Committee that the Court may give an advisory opinion on any legal question at the request of whatever body may be authorized by or in accordance with the Charter of the United Nations to make such a request (article 65). Provisions regarding procedural matters dealt with in articles 66, 67, and 68 were also approved.

The United Nations Conference on International Organization

RESTRICTED

Doc. 845 (ENGLISH)

Précis

OF COMMITTEE PROCEEDINGS

No. 30, June 8, 1945

MEETINGS OF COMMITTEES

June 6, 1945

	Doc. No.
Committee II/3 (Veterans Building, 223, 3:30 p.m.)	833

The Committee accepted the tenth report of the drafting subcommittee calling for rearrangement of Chapter IX, now completely approved by the Committee.

The Delegate of Brazil presented a declaration regarding the establishment of a commission of women to study questions in connection with the status and opportunity of women, and various countries associated themselves with the declaration.

June 7, 1945

Committee II/2 (Veterans Building, 202, 3:40 p.m.)	848

The Committee considered the third report prepared by Subcommittee B (Doc. 792, II/2/B/10), regarding the redrafting of paragraph 6, Section B, Chapter V, of the Dumbarton Oaks Proposals. After a short discussion the Committee adopted the second of the alternative redrafts suggested by the Subcommittee.

400

Doc. No.

Committee IV/2 (Veterans Building, 202, 11:15 a.m.) 843

The Committee approved the report of Subcommittee IV/2/B on interpretation of the Charter and the following three reports of Subcommittee IV/2/A containing texts: (1) obligations inconsistent with the Charter, (2) juridical status of the Organization, and (3) coming into force of the Charter.